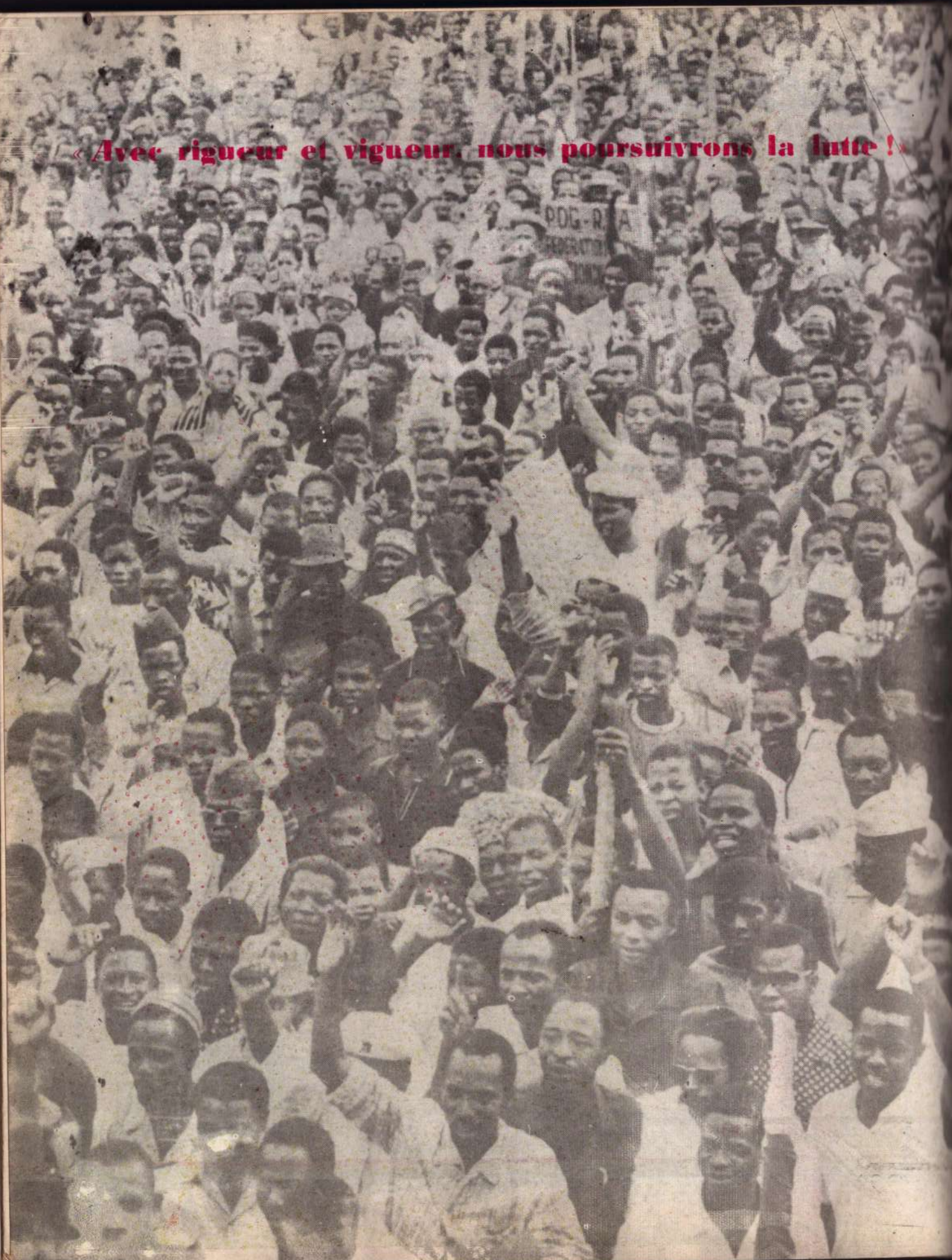


« Avec rigueur et vigueur, nous poursuivrons la lutte ! »



HOROYA

P
D
G

N° 2235 — Du 15 au 21 Août 1976 — Prix : 25 Syllis

ORGANE CENTRAL DU PARTI-ETAT DE GUINEE

COMLOT
PERMANENT
(III)





ORGANE CENTRAL DU PARTI-ETAT (PDG)

BP : 191 et 341
Secrétariat Rédaction Direction Commerciale
Tél. : 611-47 611-48 611-49

DIRECTEUR POLITIQUE

Ahmèd Seku Ture

DIRECTEUR DE PUBLICATION

Mamadi Keita

ADMINISTRATION

DIRECTEUR : Musa Dumbuya

D. ADJOINT : Jerome Dramu

S. G. DE REDACTION : Ibrahima Sise

D. COMMERCIAL : Mamadu Sire Bari

ABONNEMENTS

ENVOYER BULLETIN D'ABONNEMENT
ET DE REABONNEMENT A «HOROYA»
ORGANE CENTRAL DU PARTI-ETAT
DE GUINEE

PAIEMENT :

I - Guinée

Pour vos paiements, envoyer bulletin
d'abonnement et règlement par chè-
que bancaire ou virement à :

— Compte n° 32-34-51-395
Crédit National - S.P. Conakry Répu-
blique de Guinée

II - Afrique et autres continents :
au compte de la Banque Guinéenne
du Commerce Extérieur, tenu auprès
du correspondant bancaire du pays
de résidence de l'abonné.

TARIFS ANNUELS D'ABONNEMENT :

Envoi par Avion

- 1 - République de Guinée - 1 200 S
- 2 - Afrique - 1 500 S
- 3 - Autres continents - 1 800 S

**BULLETIN D'ABONNEMENT
OU DE REABONNEMENT**

A remplir et à retourner à

«HOROYA» ORGANE CENTRAL
DU PARTI-ETAT DE GUINEE

B.P. 191 et 341 CONAKRY
REPUBLIQUE DE GUINEE

NOM :
PRENOMS :
PROFESSION :
ADRESSE :
VILLE : PAYS :
REGLEMENT :
CHEQUE CI-JOINT :
VIREMENT BANCAIRE :

**A TOUS NOS ABONNES
DE LA REPUBLIQUE**

*Nos paiements se font exclu-
sivement par versement ou vire-
ment à notre nouveau compte
bancaire No 32-34-51-395
Crédit National S. P. Conakry*

*Notre caisse n'acceptera dé-
sormais de nos clients et abon-
nés que des reçus bancaires, a-
vis de virement ou chèques ban-
caires visés et positionnés.*

Prêt pour la Révolution

SOMMAIRE

La foi du P.D.G., la
foi de la Révolution.. 4

**Conférence d'information du Co-
mité Central**

- Discours du chef de l'Etat.. 6
- Dépositions des agents de la
5e colonne :
Telli Diallo 27
Alioune Dramé 31

Motions de confiance et de fidélité
au chef de l'Etat 38

**Communiqués du Comité Cen-
tral 42**

Mise au point du Responsable Su-
prême de la Révolution à propos
de la réorganisation de COTRA.. 45

Une déclaration du Vice-Ministre
vietnamien des A.E. 49

**Inauguration de la Cité de Soli-
darité**

- Discours du chef de l'Etat.. 50
- Allocution du Bureau fédé-
ral de Conakry II 66

La FOI du P.D.G, la FOI de la REVOLUTION

par Jérôme Dramou

A mesure que le Peuple de Guinée avance sur le chemin du socialisme en conduisant, à la fois, la lutte sur le front du développement dans tous les domaines et la lutte de classes, la fétide cloaque de la réaction remonte en surface, remuée qu'elle est par les racines profondes de la Révolution qui s'enfoncent de plus en plus dans les masses, grâce à l'exercice du Pouvoir par les PRL.

Ces monstres, ce sont tous ceux qui n'ont pas la foi du Parti Démocratique de Guinée, la foi révolutionnaire. Tous ceux qui ont choisi le chemin de la trahison et qui pensent que le bonheur de la Guinée ne peut venir que de puissances étrangères et ne

doit se traduire qu'en leur bonheur égoïste. Le Responsable Suprême de la Révolution, le Stratège Ahmèd Seku Ture l'a justement dit : « Ils ont des yeux pour ne pas voir et des oreilles pour ne pas entendre ».

Ces monstres ne voient pas qu'ils ont été libérés par le PDG afin qu'ils deviennent des hommes responsables, capables de choisir volontairement la voie de leur réhabilitation, la voie de la dignité.

Ils ne voient pas le Peuple révolutionnaire de Guinée au travail, ouvrant avec courage ses routes par mer, par terre, par air à travers un monde malade de l'impérialisme vorace et destructeur des Peuples.

La vermine ! Elle ne voit pas qu'au fil des jours, en Guinée, des combattants de la liberté édifient méthodiquement des usines, des écoles, des magasins populaires qui font le bonheur et la fierté du Peuple.

Tout cela ne dit rien aux malins agents de la 5^e colonne.

Les maudits ! Ils n'entendent pas le vrombissement des milliers de tracteurs, la cadence de millions de charrues et de daba obéissant à l'énergie créatrice de nos camarades paysans opérant dans les vastes domaines des Brigades de Production, fécondes bases économiques de nos PRL, cellules vivifiantes de la société socialiste que le Peuple de Guinée ambitionne d'édifier.

Les égoïstes ne voient pas la monnaie nationale, le Syli dont le renforcement des bases s'effectue à travers la lutte vigoureuse contre cheytane.

Les ingrats ! Ils ne comprennent même pas pourquoi, dans sa bonté magnanime, le Père de la Nation, le conducteur de la Révolution les nomme à de hauts postes de responsabilité et les délègue à des rencontres internationales. Ils ne voient pas l'Armée Populaire Guinéenne arpenter de ses gros souliers nos rizières, nos bananeraies, heureuse en même temps de veiller sur l'intégrité du territoire national.

Palais du Peuple 9 Août 1976



L'irrésistible volonté des femmes du P.D.G.

Mais puisque nos grands « Philosophes, Magistrats, intellectuels » n'ont rien vu malgré la poigne militante du Responsable Suprême de la Révolution pour les arracher au racisme, au fantochisme et à la négritude, alors ils resteront éternellement sourds et aveugles. Ils seront désormais séparés du Pur, le Peuple. C'est la loi de la séparation. Ils iront rejoindre Lucifer, le porte « flambeau » des ténèbres, aux sons des cliquetis des chaînes.

Ils ne font plus partie de la marche des combattants du socialisme. A la « gare 1976 », le Peuple brisera le rein aux assassins du Peuple, en même temps qu'il déposera les faux militants, ceux qui sont camouflés dans les rangs du Parti-Etat pour en bloquer le fonctionnement et en saboter les réalisations afin d'arrêter la Révolution et de préparer le lit à la contre-révolution.

La Révolution vibre, telle les cordes de la guitare du Peuple-Artiste.

Les traîtres pris par la Révolution n'entendront plus jamais la voix mobilisatrice des Femmes du PDG, les mélodies révolutionnaires de la JRDA, des Travailleurs. Ils ne verront plus jamais nos montagnes, nos plaines, nos fleuves, notre Océan Atlantique. Ils ne fêteront plus avec nous les nombreux et joyeux anniversaires du 22 novembre 1970, les multiples victoires du Parti-Etat de Guinée que nous célébrons aux accents des trompettes, des tambours, des flûtes du « REGARD SUR LE PASSE », de « MESOMA du Syli-Authentique ».

Ils sont déjà morts car ils n'ont pas la foi du Peuple, du PDG, la conscience d'homme, la Foi de la Révolution transcroissante.

J. D.

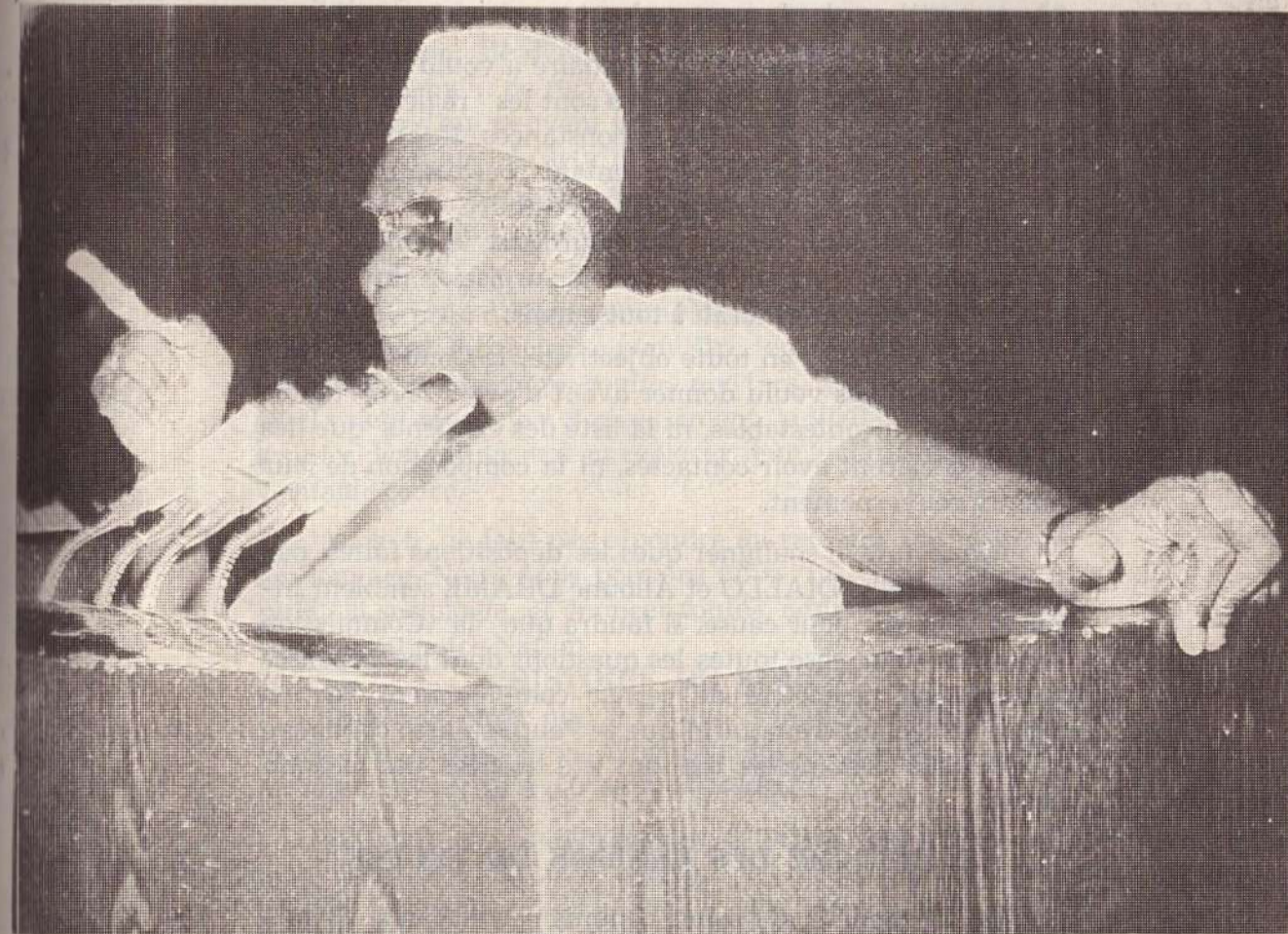
Conférence d'information du Comité Central,



Le dossier de la 5e colonne à l'ordre du jour
« Ce n'est pas la naissance qui crée le droit, c'est le devoir accompli qui engendre le droit »

*enseigne le Responsable Suprême de la Révolution
le Président Ahmèd Seku Ture*

Palais du Peuple, 9 Août 1976



Camarades,

Nous allons tout d'abord entendre les agents de la 5e colonne vous parler eux-mêmes de leur forfaiture.

(Lire les dépositions de la page 27 à 37)

Camarades,

Après audition de tant de bêtises plus ahurissantes les unes que les autres, nous voudrions d'abord vous informer que c'est de leur plus belle plume que les agents de la 5e colonne ont rédigé des rapports manuscrits dont chaque page est signée du nom de l'auteur. Et vous avez dû constater dans la retransmission des dépositions qu'il y a des chapitres annoncés, mais non suivis du développement correspondant. Vous voudrez bien excuser le Comité Révolutionnaire qui a dû enlever quelques parties, afin de pouvoir mener, en toute lucidité les enquêtes. Mais vous vous rendrez compte de l'authenticité, lorsque la retransmission intégrale des dépositions pourra être faite. Mais les

manuscrits sont là, comme preuves absolument irréfutables, comme matières absolument probantes.

Ce que le Comité Révolutionnaire a voulu éviter, en procédant comme il l'a fait, ce sont les règlements de comptes possibles en pareilles circonstances. Il faut en effet éviter que quelques-uns, se sentant perdus, n'alignent trop de noms pour tout simplement induire en erreur le Comité Révolutionnaire car, si aujourd'hui, le nom de quelqu'un, si honnête soit-il, est lancé, la suspicion du Peuple tout entier l'accompagnerait à tout jamais.

C'est pourquoi, en toute objectivité, le Comité Révolutionnaire n'a pas voulu donner avant d'avoir réuni toutes les preuves incontestables, ni la liste des éléments que les traîtres déclarent avoir contactés, ni la composition de leur fameux gouvernement.

Ainsi, faut-il souligner que les dépositions faites par les traîtres Telly DIALLO et Alioune DRAME semblent incomplètes, et pour cause. Il faudra que la Commission d'enquêtes leur pose toutes les questions dont les réponses pourront lui permettre de cerner complètement l'action nocive de chacun d'eux, afin que le Peuple puisse connaître les activités criminelles qui ont été menées par chacun d'eux.

LA PERFIDIE DES ENNEMIS DU PEUPLE

La profondeur du crime commis par eux n'a d'égale que la perfidie avec laquelle ils ont su, pendant si longtemps se camoufler dans les rouages de l'appareil de l'Etat. Ils sont, l'un et l'autre, un véritable abîme de connaissances des procédés et méthodes contre-révolutionnaires. Il faut donc qu'ils parlent et nous instruisent.

Nous disons enfin que la conclusion de la dernière déposition de DRAME atteste bien que les comploteurs n'ont jamais le moindre argument acceptable contre la nature du régime. Ils se sont livrés en tout et pour tout au **racisme** ; mais, en fait, entendez le contraire, entendez tout à fait le contraire.

Le racisme n'est pas une fin en soi, mais un moyen, un tremplin. Lorsque le moyen vise la destruction de quelque chose qui existe, en toute objectivité, c'est en vue de construire à sa place autre chose qui n'existe pas encore et qui est contraire à ce qui existe. Autrement dit, les comploteurs sont parfaitement, et se sont consciemment engagés à détruire le régime populaire révolutionnaire dont notre

Peuple s'est doté. Le racisme est utilisé ici par eux comme un instrument, comme un moyen ; moyen tactique de démoralisation, de démobilisation, de corruption idéologique et finalement de recrutement dans la contre-révolution de tous ceux qui peuvent prêter l'oreille. dès qu'il s'agit du sort particulier de leur ethnie. Voilà la vérité dans sa nudité. Mais c'est bien vrai qu'ils ont déjà semé le doute et le mauvais grain en parlant et en faisant continuellement du racisme.

Ils se présentaient comme défenseurs d'une cause, la fausse cause du racisme, pour être ensuite, pensaient-ils, considérés par les leurs comme martyrs. Quelle ignominie ! Quel calcul mesquin ! Heureusement, la vigilance populaire a su les démasquer et a su replacer leur forfaiture dans son véritable cadre.

Mais il ne faut pas répondre au racisme en utilisant son langage. Nous, nous pouvons faire l'histoire, la géographie, la sociologie, et énoncer toutes données rationnelles concernant notre Nation.

L'HISTOIRE DU FOUTA

Qu'est-ce donc que le Fouta ? Première question. Le Fouta est la Région montagneuse de la Guinée, naguère entièrement occupée par les Diallonkés.

Ce sont les Diallonkés, les Téménés, les Tomas, les Guerzés et les Malinkés qui, par la suite, constitueront l'ethnie soussou. Les Diallonkés sont en majorité dans l'ethnie soussou et la langue soussou comprend au moins 55 à 60 % de mots diallonkés.

Faisons un peu d'histoire ! Lorsque nous parlons soussou, tous les frères sossophones rient gentiment, oui ou non ? En effet, c'est le diallonké que nous connaissons. Dans le diallonké, c'est le « **KA** » qui tient lieu du « **KHA** » soussou et chaque fois que nous parlons soussou, l'on se rend compte de la différence entre le diallonké et le soussou. C'est exactement le soussou de Boké, que nous parlons où l'on dit « **KA** » au lieu de « **KHA** ».

Eh bien, pourquoi, dit-on donc Fouta Djallon ? C'est parce que la Région était le rassemblement de deux grandes ethnies : l'ethnie peulhe et l'ethnie diallonké, qui a toujours occupé le Fouta. La toponymie du Fouta nous apprend que Labé, est un nom diallonké. Apprenez que la plupart des noms de villages du Fouta dérivent du diallonké. La plupart des noms des montagnes, des cours d'eau, des arbres sont de la langue diallonké. Référons nous toujours à l'histoire

et nous constaterons que tout récemment, Mamou, Tougué, Dalaba et Labé ont présenté aux deux derniers festivals des Arts et de la Culture, des pièces historiques. Nous n'avons pas voulu tirer les leçons à l'époque. Nous allons aujourd'hui le faire pour vous, en parlant d'une seule, que nous avons volontairement tue. Ces pièces historiques, disons-nous ont été présentées par les Fédérations de Mamou, Dalaba, Tougué et de Labé. **Tous les guerriers dans ces pièces étaient des Diallonkés.** Vous n'y avez peut-être pas fait attention. Vous n'avez jamais entendu des noms BARRY, ou DIALLO comme étant ceux des guerriers. Tous les généraux dans ces pièces des quatre Fédérations, n'étaient que des Diallonkés. Cela vous indique bien la réalité sociale d'alors. Mais quelle a été la tactique très savante utilisée par les Peulhs ? Nous allons vous l'expliquer aussi. **Tant qu'on ne se connaît pas, on ne peut pas mieux se comporter.** C'est pourquoi il faut d'abord se connaître. **Nous, nous sommes révolutionnaire, absolument anti-raciste et pour nous, le Malinké n'existe pas, le Soussou n'existe pas, le Peulh n'existe pas, c'est seulement l'Africain né en GUINEE qui existe, sur le sol de la République de GUINEE.** Et si nous sommes amenés à parler de l'ethnie Peulhe, c'est pour amener les camarades retardataires, les réactionnaires à dépasser le mythe pour connaître la réalité et se transformer en la transformant.

D'autre part, la réponse à la question que nous nous sommes posée, nous amènera à apprécier le rôle de la culture.

LE ROLE DE LA CULTURE

Mais quelle a été la tactique savante utilisée par l'ethnie Peulhe et quels en sont les moyens ? La collectivité peulhe était cultivée, et musulmane maîtrisant l'écriture. Elle était donc plus « évoluée » intellectuellement. Et elle constituait une minorité au sein de la collectivité diallonké. Mais grâce à la culture, au pouvoir culturel, elle est arrivée, en tant qu'élément dominé à devenir l'élément dominant. Certains diront que c'est par intrigue, par fourberie. Nous ne le pensons pas. L'intrigue ne peut permettre à une minorité de s'imposer à la majorité tout le temps. C'est l'intelligence, c'est la culture. Et les Peulhs avaient de leur côté, un stock culturel plus avancé.

C'est ainsi qu'après s'être substituée à l'ethnie diallonké, originaire et propriétaire du Fouta en Guinée, l'ethnie



Cadres et militants du Parti ontent pour la poursuite et l'approfondissement des enquêtes autour du dossier de la 5è colonne impérialiste.

peulhe est arrivée, avec la même intelligence, à utiliser les cadres guerriers diallonkés pour renforcer son Pouvoir.

C'est pourquoi, dans toutes les pièces de théâtre, tous les noms des généraux n'étaient que des noms diallonkés. Nous le précisons encore, rien de plus normal.

Et c'est la province diallonké qui s'étendait du massif montagneux du Fouta Djallon jusqu'à FARANAH, et en SIERRA-LEONE. C'était le même empire diallonké qui est devenu par la suite le Fouta-Djallon ; autrement dit, le Fouta Djallonké qui indique bien dans la composition du nom de cette partie de la Guinée, la domination de la nature par deux ethnies principales constituées de Peulhs et de Diallonkés.

Les Diallonkés étaient animistes, alors que les Peulhs étaient musulmans. La domination peulhe était certainement dans la conduite des événements, en raison même de la supériorité culturelle de l'éthnie qui pouvait guider l'évolution sociale de la contrée.

Grâce à leur culture, à leur formation culturelle, à leur sens de l'histoire, les Peulhs ont su prendre des mesures pour dominer tout en évitant des contradictions internes au sein de l'empire. Ils ont alors décidé d'un principe qui allait modifier radicalement la structure sociale des populations occupant le Fouta. **Tous les noms patronymiques diallonkés étaient étudiés et on leur substituait des noms peulhs.**

Nous nous expliquons : Portez-vous par exemple le nom de famille TOURE ? On vous appellera SOW, l'équivalent en poular.

Etes-vous DOUKOURE, on vous appellera BAH : êtes-vous CAMARA, KEITA, ou BANGOURA ou SOUMAH, on vous prêtera un nom peulh. Ce sont, seuls ceux-là qui ont changé de noms qui s'en souviennent ; mais les enfants qui naîtront, les descendants, se croiront **e f f e c t i v e m e n t** DIALLO, propres BAH, propres, BARRY. Et ce fut une politique très avisée de l'intelligensia Peulhe du Fouta. Car si nous pouvions, aujourd'hui, avoir la puissance magique de faire de vous tous Soumah, ou des Bangoura, ou des Diallo, ou des Barry, et ce, sur toute l'étendue de la Guinée, nous serions peut-être plus heureux sur le plan moral.

Mais il faut reconnaître que le nom ne fait l'homme. C'est le caractère qui fait l'homme. Au stade primaire de l'évolution morale des Peuples, les noms font l'homme, dans la mesure où l'identification de l'homme le rapproche d'un autre homme qui s'est taillé, grâce à des hauts faits, une place de choix dans la société.

Cette intelligence de l'éthnie peulhe a permis des transformations apparentes. Mais visitons encore le Fouta, observons la société. Nous avons quant à nous la prétention de connaître toutes les Régions de Guinée. Chaque fois que nous voyageons, nous observons et nous nous instruisons toujours. La Révolution nous apprend que tant que l'homme vit, il est élève. **C'est pourquoi, nous nous cherchons à comprendre, à comprendre pour mieux connaître, à connaître pour pouvoir mieux aimer, et à aimer pour mieux servir.**

Allons d'abord à **TOUGUE** :
Nous y rencontrerons un tiers de Diallonkés que l'on peut

tout de suite reconnaître, un tiers de Peulhs. Lorsque nous assistons dans les P.R.L., dans les Sections, dans les Fédérations aux représentations culturelles, nous observons diverses formes d'expression de la pensée d'une Région et nous découvrons aussitôt les origines ethniques qui se manifestent à travers les traits caractéristiques de l'éthnie.

Venons à **MALI**.

Que constatons-nous ? Il y a moins d'un tiers de Peulhs à Mali. Que l'on nous permette de vous l'affirmer. A Mali ce sont des Malinkés, des Sarakolés, des Diallonkés et des Peulhs ; et ces Peulhs ne sont majoritaires que dans deux arrondissements. Ceux qui connaissent Mali, le savent bien.

De 1951 à 1954, battant campagne, dans certains centres du Fouta, c'est le diallonké que nous utilisions comme langue ; nous vous le disons maintenant.

Allons à **KOUBIA**, ce sont encore des Diallonkés. Même le nom KOUBIA est un mot diallonké ; nous vous l'apprenons. Les DIALLO de KOUBIA sont des Diallonkés ; nous vous l'apprenons. Les 65% des populations de KOUBIA, jusqu'à nos jours, vous parlent parfaitement diallonké. Prenez contact avec eux, vous vous rendez compte tout de suite de ce fait culturel dominant.

Venons à **GAOUAL**. Dans cette Région, vous avez moins de 40% de Peulhs et les 60% sont constitués de diakanka qui ne sont autre que des Malinkés. Aussi, nous vous indiquons que depuis l'indépendance, toutes les compétitions artistiques organisées, sur le plan national, ont enregistré les productions de Gaoual en malinké, nous nous excusons de vous l'apprendre ou de vous dire que c'est nous qui avons reproché à Gaoual, le fait qu'on n'utilisait pas le pular dans sa pièce. Et cette année-là, nous interdisions de présenter les chœurs, les ballets et les pièces de Gaoual en malinké. C'est nous qui l'avons dit à Gaoual. C'est alors que Gaoual essaya de nous satisfaire en présentant un chœur en pular ; chœur qui, à la compétition, n'avait pas obtenu 10 sur 20. C'est nous encore qui avons plaidé en faveur de Gaoual, au sein du Jury pour qu'on tienne compte quand même des efforts fournis par cette Fédération. Le deuxième chœur en malinké présenté avait alors été primé. Nous vous l'apprenons maintenant.

Allons à **Télimélé**. Télimélé est peuplé de Diallonkés et de Peulhs. Vous constatez du reste que sur le plan artistique, ce sont les arrondissements diallonkés qui emportent

toujours le premier prix surtout quand il s'agit du ballet. La même remarque peut être faite pour Pita où ce sont les arrondissements diallonkés qui ont très souvent le premier prix du chœur et du ballet.

A Dalaba, c'est un peu plus homogène. Il y a 75 à 80% de peulhs, bien qu'un arrondissement soit totalement sous-sou et diallonké.

Prenons Pita. Le nom originaire de Pita est diallonké. C'est un français qui a changé ce nom qui y a substitué le mot Pita. A Pita, la plupart des villages sont diallonkés. Les diallonkés, ce sont des sousous, vous devez le savoir.

Aujourd'hui, dans sa nouvelle contexture géographique, Labé présente une certaine homogénéité tout comme Dalaba. Quant à Mamou, on peut dire que les Peulhs ne sont pas plus de 50, 55% de la population. Les trois ethnies groupées dans la région de Mamou, ce sont les Peulhs, les Malinkés et les Diallonkés, pour ne pas dire les Sousous. Et vous comprendrez qu'à toutes les compétitions artistiques et culturelles, les chœurs de Mamou se présentent en Malinké. Nous leur avons également dit : « mais présentez-nous des chœurs en pular », tout comme nous avons invité N'Zérékoré à ne plus présenter de chœur en malinké et Yomou à nous présenter un chœur en Kpéléwo. Mais jusqu'à présent, c'est Yomou qui a pu répondre favorablement à cette demande, N'Zérékoré a eu des difficultés énormes à le faire.

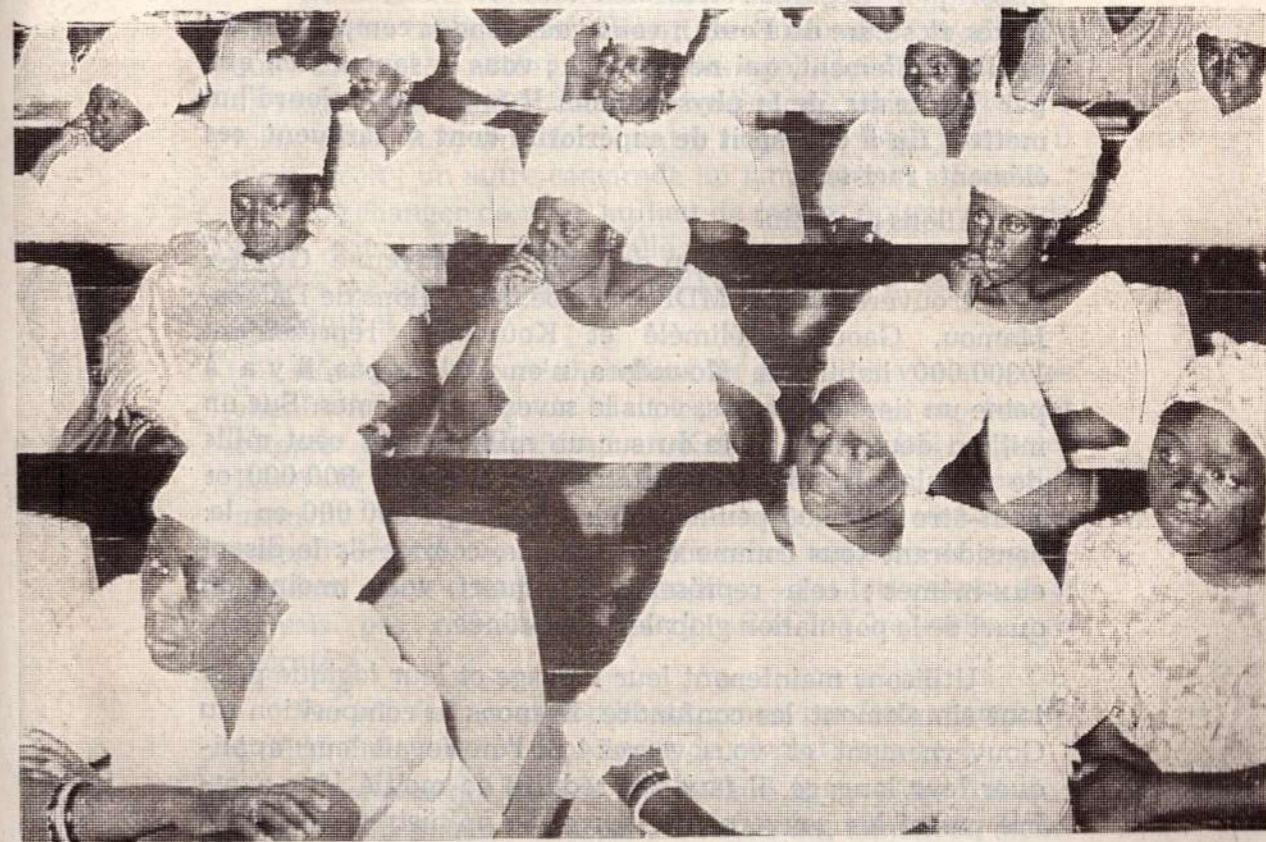
Nous sommes obligé de vous présenter ces faits et conclure que parler de racisme, c'est se méconnaître, c'est manquer de respect pour soi et pour les autres. Et si l'ethnie peulhe est musulmane, l'Islam nous apprend qu'il y a eu Adama et Awa qui ont engendré toute l'humanité. Pourquoi donc faire des distinctions arbitraires, sinon que pour influencer certains esprits, obscurcir certaines consciences dans le but d'utiliser les individus égarés dans un sillage contraire à leurs véritables intérêts. Le racisme n'est qu'un moyen, le moyen de satan. Il faut reconnaître que ce moyen a été longtemps utilisé.

Certes, ce ne sont pas les seuls Peulhs qui font montre d'infériorité humaine en utilisant le racisme. Il y a des malinkés racistes, des forestiers racistes, et des Sousous racistes. Mais ce qui est généralement connu, c'est que le racisme a été érigé en système d'administration par tous les agents de la 5ème colonne, originaires de la Moyenne Guinée, qui n'ont voulu se rabattre que sur le racisme pour pouvoir recruter les adeptes prêts à la trahison nationale.

Ce sont ceux-là qui ont fait du racisme une véritable politique.

Mais nous nous taisions, parce qu'il faut être patient. Quand on connaît les hommes, et si vous avez la chance de voir et de percevoir, si vous avez la chance de situer les individus, mettez-vous, sinon plus bas qu'eux mais au plus à leur niveau, et jamais au dessus d'eux. Dites-vous que rien ne nous échappe ; nous vous le disons encore.

Nous allons vous apprendre quelque chose. **Qui parle de racisme crée le sous-racisme.** C'est la dialectique du particularisme. Dès que l'on s'enferme dans le particularisme, eh bien ! on voit tout de suite les nuances constituant ce fait particulier. Il y a des cadres ici même que nous voyons, qu'ils nous excusent de parler d'eux nous ne dirons pas leurs noms, par respect pour eux, qui nous ont condamné, depuis la loi-cadre Defferre pour avoir désigné dans le gouvernement un Dramé Alioune. Ceux-là nous disaient : « voilà, il se fout de nous, il prend un allogène,



Les militantes de l'Union révolutionnaire des Femmes de Guinée. Un engagement sans faille et une fidélité inconditionnelle aux idéaux de la Révolution

un étranger du Fouta, pour représenter le Fouta. Depuis quand un Dramé peut-il représenter le Fouta ? »

Voilà le langage de certains qui se croyaient plus Peulhs que Dramé. Et quand Bella Doumbouya a été désigné, les mêmes personnes ont émis les mêmes arguments arbitraires et irrationnels. Quand eux parlent de racisme, ce n'est pas le lieu de naissance.

Nous allons encore faire l'histoire ! L'A.G.V., l'amicale Gilbert Vieillard était un Parti politique, un groupement régional, qui rassemblait les seuls éléments peulhs, mais avec cette distinction qu'il faut être né peulh au Fouta Djallon. Le peulh né à Kankan ou à Conakry ou à N'Zérékoré était exclu. C'est le peulh né au Fouta Djallon qui seul pouvait être membre de l'A.G.V. Voilà les traits statutaires de l'A.G.V. Donc, on parlait de la race, mais on la définissait comme étant la race de ceux qui, seulement, sont nés au Fouta. Or, la majorité des hommes au Fouta sont des diallonkés qui ont perdu leurs noms. Vous permettez au Chef de l'Etat Guinéen de vous dire cette vérité historique. **Regardez très bien tous les originaires : nos frères et sœurs du Fouta ; vous vous rendez compte qui est peulh, réellement, qui ne l'est pas ; vous le saurez rien que par les traits de la physionomie. Il faut dès aujourd'hui mettre fin à cet esprit de supériorité dont se targuent ces éléments racistes.**

Allons plus loin :

Prenez la population de toute la Moyenne Guinée, vous trouverez que le MDR de Labé, les régions de Dalaba, Mamou, Gaoual, Télimélé et Koundara représentent 1.300.000 habitants. Koundara, n'en parlons pas, il y a à peine un tiers de Peulhs, vous le savez vous-mêmes. Sur un million deux cent mille ou sur un million trois cent mille de population, vous pourrez trouver quelques 800 000 ou peut-être 900 000 peulhs. Mais prenons 1 300 000 en les considérant tous comme étant peulhs, comme ils le disent eux-mêmes ; cela représentera le quart, voire moins du quart de la population globale de la Guinée.

Utilisons maintenant leur langage et leur logique pour tout simplement les confondre. Prenons la composition du Gouvernement et vous verrez ! Si l'on devait leur appliquer leur langage, il faudrait réduire de moitié leur nombre parmi les gouverneurs, parmi les ministres, parmi les chefs de service ; ils perdront tout de suite, sinon la moitié des cadres peulhs utilisés, du moins près de la moitié ; Mais il ne faut pas les écouter. Notre langage, le langage de la

Révolution exige que même s'il n'y a que 20 ou 30 peulhs cadres valables, élus par le Parti Démocratique de Guinée, pour constituer le Comité Central et former le Gouvernement, ce Comité Central et ce Gouvernement seraient totalement valables, au regard de la Révolution et de sa conception rationnelle.

C'est pourquoi, il ne faut ni les écouter, ni encore moins, se battre sur leur terrain. La dernière fois, nous vous le disions : quand il y avait un décret, sur 1 500, 2 000, 3 000 bacheliers boursiers, 60 % étaient des peulhs. C'était normal car même si les 100% étaient des peulhs, en votre nom, nous aurions revêtu de notre signature ce décret, dans la mesure où les 100% auraient bénéficié de l'admission, compte tenu de leur mérite. **Le seul critère distinctif, pour nous, c'est le mérite ; c'est ce que nous enseigne la Révolution. Si on ne tient pas compte du mérite, on commettrait alors l'arbitraire. Mais il faut absolument que le racisme s'arrête.**

Nous allons vous conter une anecdote connue dans les milieux des travailleurs. Ce sont les camarades travailleurs qui, souvent, à notre bureau, nous expliquent ce qui leur arrive : tel camarade demande audience à tel ministre une fois, deux fois, trois fois, quatre fois, cinq fois, jamais il n'est reçu ; un autre camarade lui lance le mot d'ordre : « il faut changer de nom, au lieu de mettre Soumah, sur la fiche d'audience, mets Diallo, tu seras reçu immédiatement ». Le même camarade fait l'expérience, aussitôt il est introduit et reçu.

Un autre encore cherchant un emploi, il voulait être chauffeur, a vu qu'on triait les demandeurs, en tenant compte des noms ; c'était un Keita ; il s'est fait appeler Barry. Et lorsqu'il a été pointé comme chauffeur, au dernier moment, à l'appel pour prendre service, il présentait sa carte d'identité. On lui opposa un refus, son nom ne correspondant pas à sa carte ; il répondit : « j'ai fait exprès, si je n'avais pas mis le nom Barry, vous ne m'auriez pas recruté ».

De tels faits sont nombreux ; mais ces faits répugnent à notre âme, à notre conscience de révolutionnaire.

C'est pourquoi nous avons déclaré la dernière fois que nous avons marre du racisme ! Voyez des ministres, membres d'un Gouvernement national, qui disent : nous étudions la situation particulière du Foutah, comme s'il y avait un budget du Foutah, une école du Foutah, un tribunal du

Foutah, des rues du Foutah, l'électricité, l'air la pluie du Foutah !

C'est pourquoi, nous ne devons plus nous taire. Et nous passerons à l'offensive ! Que cela soit su !

Ils se sont servis du racisme ! Et les jeunes dans le complot du 14 Mai, qui devaient commettre l'assassinat, ont expliqué dans leur langue peulhe ce qu'on leur a dit : politique particulière du Foutah. On induit en erreur la jeunesse ! Cela veut dire qu'ils méprisent toutes les générations montantes auxquelles ils transmettent le venin du racisme pour les engager dans une politique de perdition, au lieu de les éduquer à la maîtrise de la technique de la Révolution. Au lieu de galvaniser en eux l'énergie de combat pour l'édification d'une Nation moderne, ils les retardent au contraire en leur inculquant le venin du racisme.

En effet, prenez la liste de ceux qui ont fui de la Guinée. Tous les docteurs, les professeurs qui ont fui, ou les étudiants qui, après leurs études en Europe, refusent de rentrer sont à 95%, des peulhs ! oui ou non ? Mais les cadres peulhs ne mesurent pas cette forfaiture commise à l'endroit de la Guinée, et à l'égard d'eux-mêmes. Au lieu de leur dire la vérité, ils continuent à mentir pour justifier ce qui n'est pas justifiable et entraîner d'autres jeunes dans le même sillage. **Quand on aime un Peuple, on lui dit la vérité, on ne triche pas avec la vérité.**

Nous avons été à Faranah, vous nous avez écouté nous adressant aux populations de Faranah pour leur dire : « Nous ne sommes pas de Faranah » ! Ils l'ont écouté, et nous avons ajouté « puisque Dieu a voulu nous faire naître ici, effectivement nous sommes né ici, nous posons la question aux populations de Faranah si en naissant nous avons des mètres carrés ou des ha de terre avec nous » ? Les militants de Faranah qui nous écoutaient nous ont répondu : « Non » « Si notre père, en mourant, était parti avec sa propriété domaniale » ; elles ont répondu « non » ! Nous leur avons dit « c'est la preuve que la terre appartient au Peuple. Et que quiconque nous parlera ici d'originaires de Faranah pour justifier sa propriété personnelle sur une parcelle de terre, nous le fusillerons, parce que cela est contraire à la vérité historique et contraire à la démocratie » !

Vous nous avez aussi entendu nous adressant aux mêmes populations de Faranah, lorsque nous disions : « Nous savons qu'ici on pratique le fétichisme ! » Nous avons flétri le fétiche et nous avons demandé aux féticheurs de Faranah : « Si vous estimez que vos fétiches ont de la

vertu, des qualités supérieures à celles de Dieu, à celles de la Révolution, nous vous invitons à les essayer sur nous avant que nous ne quittions Faranah ! Vous nous avez entendu nous adressant publiquement aux militants et aux responsables de Faranah sur ces problèmes de façon impersonnelle.

Nous avons été à Kankan ou vous nous avez entendu élever le ton en flétrissant les trafiquants, en bannissant le trafic. Et qu'est-ce qui a encore davantage pesé sur la conscience des populations de Kankan, parmi tous les mots prononcés ? Nous allons vous l'apprendre. Nous avons dit à nos frères et sœurs de Kankan : « Nous, nous avons honte ! Si nous le pouvions, nous aurions demandé à Dieu de nous faire naître dans une autre famille, dans une autre ethnie et non dans l'ethnie malinké qui signifie le trafic et le trafiquant » ! Kankan a écouté ! Et nous avons poursuivi : « Vous nous faites honte ! Regardez l'état de la ville, tout est insalubre avec des millionnaires qui logent dans des cases en paille ! Allez au Foutah, allez voir les villas coquettes ; allez voir en Forêt, les plus belles réalisations de nos frères de la Forêt ; allez en Basse-Côte, voir l'état des villas et comparez-les aux conditions misérables dans lesquelles vous végétez, bien que vous disposiez de milliers et de milliers de sylis ! Nous avons honte, nous que l'on considère malinké, comme vous » ! Kankan a enregistré ces phrases et analysé en profondeur ! qu'un peulh honnête aille donc dire à Mamou, à Dalaba, à Pita, à Mali, à Labé, à Tougué, à Gaoual, ailleurs : « Peulhs, n'acceptons plus la trahison nationale ! Nous n'avons pas à nous distinguer dans la trahison vis-à-vis du sens historique » ! Qu'un peulh authentique ait le courage de dire comme nous l'avons fait à Labé : « éduquez les enfants, bannissez le racisme dans l'éducation pour libérer leur esprit et faire d'eux des citoyens complets de la République de Guinée ; n'acceptez plus que les gens aillent faire le navétanat au Sénégal, alors que les brigades sont créées ! C'est une honte ! Chaque année, ce sont des milliers de jeunes Peulhs qui abandonnent leurs mères, grand'mères, grand'pères, oncles, tantes pour s'expatrier et aller faire le petit boy, le marmiton dans toutes les villes du Sénégal. Allez les voir, c'est la réalité ! Et le Sénégalais qui nous écoute sait que c'est la réalité que nous sommes en train de décrire ! Allez à Kaolack, à Tambacounda, à Dakar, à Saint-Louis, partout, sur 100 boys et marmitons, ce sont les Guinéens qui en constituent les 75%. Et parmi ces Guinéens, les Peulhs constituent les

95% et les autres ethnies constituent les 5% des Guinéens. « Voilà le travail que devrait faire le révolutionnaire peulh; dire la vérité à ses parents, faire prendre conscience aux collectivités Peulhes afin que le sens de l'histoire soit compris et que le devoir patriotique soit accompli par tous les enfants du Foutah. Voilà la seule forme où l'on peut faire le racisme pour servir la Révolution et faire prendre conscience à une collectivité.

Nous avons été à Beyla, et nous nous réclamons de Beyla. Nous n'avons pas voulu passer à la radio après notre tournée de 1975, le texte du discours prononcé à Beyla. Vous avez dû vous rendre compte. Et lors de la dernière tournée, dans les Fédérations, seul le discours de Koundara n'a pas passé à la radio, alors que tous les autres discours avaient été diffusés. Nous avons dit la vérité crue à nos oncles, pères et tantes de Beyla; nous nous sommes adressé à eux de façon pathétique afin qu'ils réalisent parfaitement le devoir qu'ils ont à accomplir au sein du mouvement révolutionnaire.

Mais quand un cadre Peulh quitte Conakry, il va seulement verser le vénéin: « ah, le Foutah souffre, vraiment, nous souffrons; nous avons les cadres les plus intelligents, les plus nombreux, nous ne sommes pas nombreux au Gouvernement, nous ne sommes pas nombreux en ceci et en cela ». Voilà ce qu'on déverse! Au même moment, ils méprisent les paysans Peulhs; rares sont ceux qui iront dans les cases des pauvres Peulhs. Nous le disons parce que c'est la vérité. Rares sont ceux qui défendront les « miséreux » du Foutah. Nous nous connaissons suffisamment car nous ne sommes pas né aujourd'hui! Il y eut une période où dans la plupart des villes du Foutah, notre lit préféré était les tables-bancs des classes d'écoles. Nous n'avons dormi nulle part au marché, nulle part dans une classe, sauf au Foutah, et nous savons pourquoi! Nous nous connaissons! On parlera toujours de racisme, mais rappelez-vous les années 1948-49 jusqu'en 1957; prenez la composition des bureaux de nos Sections et sous-Sections du Foutah. Les Djakankas, les Sarakolés, les Malinkés, les Soussous constituaient partout les 75% des cadres dirigeants de nos Sections et sous-Sections. Ce sont ceux-là qui défendaient le paysan peulh, la ménagère peulhe. Mais on ne parlait pas à ce moment de pouvoir, on ne parlait pas à ce moment de Peulh! Eh bien, maintenant l'on dit: « Ecartez-vous; c'est à nous le Foutah » Mais sachez que ce n'est pas la naissance qui crée le droit; c'est le devoir accompli qui engendre le droit.



Tant qu'il n'est pas mort, l'homme reste l'élève de la grande université, l'école du Peuple.

Quand un Dramé Alioune, lui-même victime de racisme nous dit: « j'ai cédé et j'ai eu pour mission à accomplir telle et telle politiques de destruction du régime »!, on voit bien ce que le PDG a toujours enseigné: la différence entre la conscience et l'instruction. Il donne raison au P.D.G. et il nous donne tort à nous, car ce n'est pas le PDG qui l'a élu ni dans un Comité, ni dans une Section, ni dans une Fédération, ni au Comité Central. C'est nous qui avons commis l'erreur de l'inscrire comme membre du Gouvernement! La faute ne revient qu'à nous seul! Le PDG, lui, ne s'est pas trompé en ne l'élisant pas. Et Dramé donne encore raison au PDG qui demandait bien au Secrétaire Général: « ne faites appel à aucune technicité; désignez les hommes engagés au sein du Peuple et aptes à appliquer la volonté populaire ».

Dramé n'a pas tout dit, nous en connaissons nous-mêmes beaucoup sur son compte: Le Plan Triennal était de 39 milliards de francs avec une tranche annuelle de 13 milliards de francs. Le Plan Septennal qui l'a suivi était de

89 milliards de frs donc avec une tranche annuelle de 12 710 000 000 de frs. Le Plan Quinquennal, il l'a chiffré à 600 milliards de frs. Si ce n'est pas du sabotage, peut-on agir ainsi ? C'est fait pour qu'à la fin du Plan, l'on puisse trouver comme pourcentages de réalisations ici 5%, là 8% ou 10%, et que le Peuple soit découragé. Nous avons tout fait pour qu'il nous communique à temps son rapport sur le plan; il nous répondait chaque fois « Président, c'est prêt, mais il y a tel gouverneur qui n'a pas encore envoyé le rapport : il y a ceci et cela ». Il nous a roulé jusqu'à l'ouverture du 10^e Congrès. C'est ici, à cette même place, que nous avons donné la parole à Dramé pour nous présenter alors le rapport. Nous l'écoutions pour la première fois ce rapport. Nous avons compris tout de suite qu'il se moquait de la Révolution. Nous n'avons pas voulu réagir sur place; nous ne voulions pas ternir le congrès. Mais immédiatement, après, nous sommes intervenu. Relisez l'intervention, c'est le rapport qu'il aurait dû présenter à notre place sur le Plan, qui était dans ce discours improvisé. C'était la leçon qui lui était faite sur place avec l'idée qu'il prendrait conscience. Et la méthodologie de l'action planifiée était décrite dans le discours de clôture. Relisez-le, vous saurez que nous comprenions tout.

En 1973, nous avons effectivement défini avec vigueur, une politique de développement agricole que le secteur agricole aurait dû réaliser. Mais les camarades de ce secteur se sont refusé toute action, se contentant de vivre dans l'immobilisme. Nous avons été obligé de saisir le C.N.R. directement d'un projet de développement planifié de l'agriculture, sous la forme de brigades de type A et de type B; le financement assuré et de nombreuses publications ont été faites pour permettre à chacun des cadres de se familiariser avec ce programme gigantesque de transformation qualitative de la paysannerie guinéenne. Mais au niveau du plan, on paralysait les activités. Deux ans après, nous nous sommes rendu compte que cette action ne pouvait pas réussir. Avec beaucoup d'amertume, nous avons tiré les leçons au cours d'une session du C.N.R. et vous nous avez entendu à la radio préconiser une nouvelle action, celle des brigades mécanisées de production (B.M.P.) et des brigades attelées de production (B.A.P.) L'année dernière également, nous avons senti peser lourdement sur le cours des activités ordonnées, la lourdeur de la machine administrative. L'élan des jeunes étudiants en campagne devrait être émoussé par ceux-là mêmes qui ne

voulaient pas du développement économique véritable de la Guinée. Nous l'avons perçu très tôt. C'est pourquoi cette année, vous nous avez entendu flétrir l'attitude de certains cadres nationaux, dénoncer la bureaucratie et ordonner que directement, les fonds, tous les fonds soient mis à la disposition des P.R.L. pour qu'à ce niveau là, l'action planifiée du développement agricole soit engagée avec la participation directe de toutes les masses populaires. Voilà la source du succès que bientôt, nous allons fêter.

Le Peuple ne se trahit pas. Les cadres corrompus ou corruptibles peuvent trahir la Nation. Mais le Peuple ne peut pas se trahir; il ne peut pas trahir la Nation.

Vous avez entendu Telly déclarer que partout, on parlait effectivement de la situation particulière du Foutah. Ensuite, pour l'action militaire intérieure, il déclare « les cadres militaires acquis au mouvement profitant d'une occasion propice », — qu'il va nous expliquer, — devaient arrêter les membres du Comité Central et du Gouvernement, les chefs militaires non acquis au Gouvernement et tous les cadres qui tenteraient de s'opposer au fait accompli... Donc ils sont conséquents avec eux-mêmes. Il faut abattre le régime populaire et démocratique pour créer un autre régime. Mais si on abat un régime révolutionnaire populaire, on ne peut plus lui substituer un autre régime populaire et révolutionnaire. Leur choix est donc clair. Ils disent encore : « l'action militaire devait écarter toute résistance éventuelle des éléments militaires, para-militaires ou civils ». Qu'est-ce à dire ? Le langage de la force devait s'imposer au Peuple pour briser sa résistance. Donc, ils ont bien choisi, ils ont choisi un objectif et ils ont en même temps choisi pleinement les moyens appropriés. Ils nous enseignent que c'est nous qui sommes inconséquents; mais eux, sont très conséquents. Grâce à eux, nous gagnons en expériences.

Quand ils disent : « aucun acte arbitraire ou déshonorant »; cela, c'est de la propagande. Jusqu'à la tombe, ils feront de la propagande.

Dramé, lui, précise que Telly se livrait au dénigrement systématique des décisions de notre régime en sa présence, notamment, il déclarait que « les Ministres n'ont pas d'autorité suffisante sur leur département; le Chef de l'Etat peut recevoir n'importe quel cadre d'un département sans que le Ministre du cadre en sache quoi que ce soit ». Vous voyez leur conception ? Pour eux, les travailleurs de la Justice étaient des subordonnés à Telly, et ne pouvaient

plus aborder le Chef de l'Etat ou un autre cadre pour discuter des problèmes de la Justice. Nous ne parlerons pas du cas Fofana. Fofana nous a saisi d'un rapport dénonçant les activités subversives de Telly, son chef hiérarchique ; et nous avons provoqué une réunion avec tous les magistrats. Nous avons arbitré le conflit et c'est Fofana qui avait parfaitement raison. Ce jour-là, si nous étions conséquent comme eux le sont, nous devrions débarquer Telly et le traduire devant le tribunal. Donc, il a parfaitement le droit de dire à Dramé qu'il faut renverser ce régime parce que Fofana a pu se défendre.

Il dit que « les affaires ne sont pas discutées librement et à fond en Conseil des Ministres, et que c'est pourquoi il se taisait souvent, et me reprochait ma participation à son gré, trop abondante ». Voilà une contradiction : il reprochait à Dramé d'intervenir trop, et il déclare que les choses ne sont pas discutées, lui, il se tait.

Il parle des routes qui seraient en mauvais état. C'est vrai, car tous les crédits sont bloqués ; pour l'exécution des décisions prises en Conférence Economique Nationale, demandez aux directeurs des entreprises nationales les difficultés qu'ils rencontrent avec le plan ; ils vous le diront. Chacun connaît maintenant qui est fidèle au régime et qui est infidèle au pays.

Ils utilisaient tous les moyens pour paralyser le Parti-Etat dans le but de créer le mécontentement après le doute et avec le mécontentement, de créer aussi la confusion dont pourraient tirer profit, ceux qui ne veulent pas du tout du développement de la Révolution, de l'affermissement du pouvoir populaire et révolutionnaire en Guinée, c'est-à-dire eux et leurs maîtres.

Camarades, nous invitons les Comités Nationaux, les Fédérations, les Organisations syndicales, C.R.T., C.A.T., sections syndicales, à étudier en profondeur toutes les attitudes non conformes à la ligne révolutionnaire pour aider le Parti-Etat à déceler ceux qui, en son sein, sont en train de saboter l'œuvre du Peuple militant de Guinée et de le mettre à la merci de l'impérialisme et du colonialisme.

A partir d'aujourd'hui, que les Organisations syndicales étudient la nature de toutes les décisions, de tous les actes réglementaires pour voir s'ils sont conformes à la morale révolutionnaire. Toute manifestation de racisme décelée par eux, dénoncée par eux, sera suivie immédiatement des sanctions les plus exemplaires tel que nous avons eu à le déclarer le lundi dernier au nom de la Révolution, et en

vertu des pouvoirs qui nous ont été conférés. Et nous invitons les camarades militants et responsables Peulhs sincères avec l'Afrique, sincères avec la Guinée, sincères avec la Révolution, à jouer leur rôle de révolutionnaires au sein de leur famille, dans leur région, pour indiquer aux uns et aux autres la voie la plus juste, celle qui mobilise toutes les forces sociales guinéennes dans l'édification d'une Nation forte, anti-impérialiste, anti-colonialiste.

Il faut arrêter les réunions clandestines nocturnes que nous avons souvent suivies ; les petits regroupements ethniques, arrêtez-les ! Que chacun soit reconverti à la morale de la Révolution et enterre instantanément le venin du racisme pour se hisser désormais au niveau de ses responsabilités d'homme libre et conscient, de révolutionnaire conséquent et pour participer avec efficacité, à la construction de la Nation que se veut le Peuple militant de Guinée, une Nation moderne, prospère, invincible dans sa lutte anti-impérialiste et anti-colonialiste.

Nous invitons tous les cadres, tous les militants de tous les secteurs, secteur des travailleurs en uniforme et sans uniforme, secteur des paysans, des femmes, des jeunes, tous ceux qui se réclament de la Nation guinéenne, à observer la vigilance et à appliquer la fermeté pour que le racisme soit définitivement enterré et pour que la Révolution guinéenne soit respectée à travers ses principes.

Camarades, l'ennemi ne fait que travailler pour la Révolution. Et les pays qui l'aide prouvent à notre Peuple qu'ils conservent encore de la haine à son endroit. Nous n'avons jamais voulu de malheur pour la France, ni pour l'Allemagne, ni pour le Sénégal, ni pour la Côte d'Ivoire, ni pour les Etats-Unis d'Amérique. Nous sommes honnêtes. Nous avons peur de Dieu et c'est pourquoi nous œuvrons dans le sens de la vérité, de la justice. Mais ceux qui en veulent sans raison à la Guinée parce qu'elle entend ne pas les suivre comme des moutons de Panurge, parce qu'elle entend ne pas accepter d'être classée dans le carcan néo-colonial, ceux-là perdent leur temps. Quelle que soit leur puissance, ils perdront leur temps avec la Révolution guinéenne. Nous l'avons dit, nous le répéterons à longueur de journées, ils ne peuvent pas être plus forts que Dieu, pas plus intelligents et plus forts que la Révolution. Ils perdent leur temps. **Pour un Peuple conscient, résolu, organisé,**

luttant pour le bonheur démocratique, il n'y a rien d'impossible. Aucun obstacle ne restera infranchissable. Quant à Senghor et Houphouët, nous avons déjà déclaré solennellement que le temps, le grand temps de la démystification est arrivé et que l'Afrique dansera sous peu ! Nous disons encore que le temps, le grand temps de la démystification est arrivé, et l'Afrique dansera sous peu ! Ils comprendront l'invincibilité de la Révolution, et l'inéluctabilité de sa victoire sur tous les ennemis intérieurs et extérieurs.

Camarades militants de la Révolution,

Responsables de la Révolution,

Utilisez l'arme de la Révolution pour briser tous les racistes camouflés au sein du Parti et de l'Etat, pour arrêter leurs mains criminelles. Partout, veillez sur le comportement objectif des uns et des autres pour mettre immédiatement à l'ombre tous ceux qui voudraient encore se livrer au sabotage de l'économie nationale et de la culture nationale dispensée par nos C.E.R.. **Nous devons rester vigilants.** C'est la première leçon que nous pouvons tirer de ces dépositions.

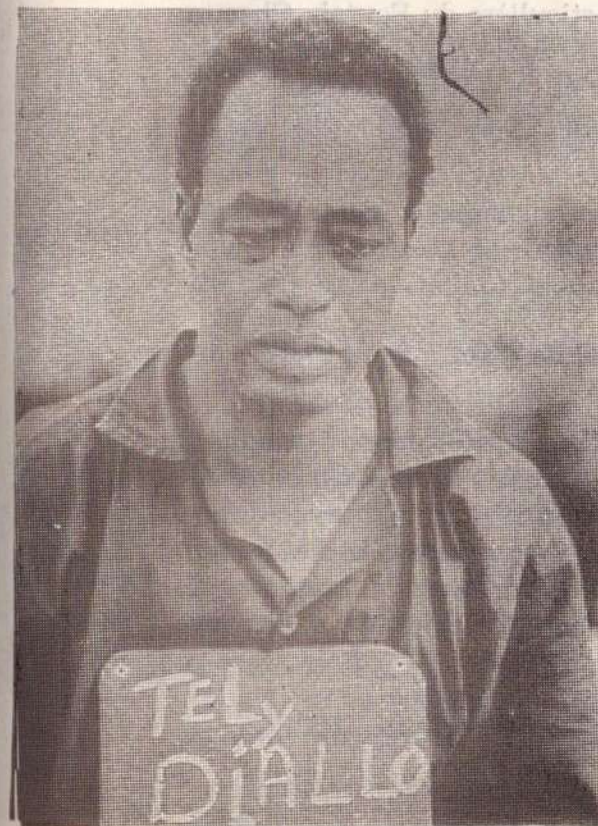
Nos rapports avec les pays qui ne veulent pas de la présence libre de la République de Guinée sur le continent africain devront faire l'objet d'une étude au niveau de chaque Fédération et Organisation nationale, et le Comité Central rendra claire par la suite la position qu'il entend adopter face à l'adversité de chacun des pays et ce, pour prouver que la Guinée est consciente et qu'avec ou sans la coopération d'un quelconque de ces pays, elle fera son histoire.

Camarades, quelle est votre position vis-à-vis des traîtres ?

Réponse unanime : « AU POTEAU » !

PRET POUR LA REVOLUTION !

Ahmèd Seku Ture



Déposition de
TELY DIALLO
Ex-Ministre de la Justice

Je reconnais ma participation au mouvement subversif intérieur guinéen visant à renverser le régime.

Dans cette perspective, j'ai contacté les personnes ci-après : ...

Compte tenu de ma durée à l'extérieur (1958 à 1972) et du handicap qui en résulte face à la situation intérieure du pays, j'avais décidé de constituer parmi ces camarades, en raison de leur expérience, le noyau du mouvement.

Sur la base d'une utilisation maxima des compétences, je me réservais les rapports du mouvement avec l'extérieur, et laisser aux camarades mieux expérimentés, le soin de s'occuper des problèmes intérieurs.

Compte tenu de la méthode d'approche que j'ai utilisée pour les contacter et qui consistait surtout à connaître leur mentalité et leur attitude vis-à-vis du régime, aucun de ces camarades ne m'a réservé une réponse négative.

La méthode consistait à utiliser chacun de ces cadres au mieux de sa compétence et de son expérience à la réalisation des objectifs du mouvement. La question qui envelop-

paît tout, c'était la situation particulière du Foutah. Chacun de ces camarades est originaire de cette région et était de ce fait en rapport avec ses parents et ses amis et pouvait de ce fait recevoir les échos de sa province ou de sa région particulière.

— L'OBJECTIF FINAL, face au régime, était de faire un travail de sape de longue haleine.

— RESSOURCES A L'EXTERIEUR :

En rentrant en 1972 en Guinée, j'avais deux sources de revenus restées à l'étranger.

1^o) Une somme de 100 000 dollars fruit de mes économies, déposée à la Chaise Manathan Bank de New-York et destinée à financer mon traitement médical et celui de mon épouse à l'étranger et à l'éducation de mes enfants. Mais mon plan initial à cet égard ayant été abandonné et ayant ramené en Guinée ma femme et mes enfants, j'ai fait virer cette somme à la B.G.C.E. à Conakry. Je comptais l'utiliser pour la construction d'une villa à usage d'habitation à Conakry et pour refaire à Porédaka la case où a vécu mon père toute sa vie.

2^o) Une villa à Dakar immatriculée au nom de mon épouse. J'ai proposé au Responsable Suprême de la Révolution, à mon retour en Guinée, la cession de cette villa à notre gouvernement qui pourrait la faire utiliser par notre ambassade à Dakar. Mais j'ai cherché en vain le titre foncier de cette villa qui doit se trouver dans l'une de mes caisses. Cette situation a duré jusqu'à la rupture de nos relations diplomatiques avec le Sénégal.

Pour mettre bas le régime, le mécanisme envisagé comportait trois éléments :

- une action militaire intérieure ;
- un appui populaire sous forme de mouvement de masse ;
- une action de soutien extérieur.

POUR L'ACTION MILITAIRE INTERIEURE :

Les cadres militaires acquis au mouvement profitant d'une occasion propice devaient arrêter les membres du Comité Central et du Gouvernement, les chefs militaires non acquis au mouvement et tous cadres qui tenteraient de s'opposer au fait accompli. En même temps, ils occuperaient tous les points stratégiques.

En annonçant leur action, ils lanceraient un appel au calme, à la concorde et à la réconciliation nationales. Ils annonceraient comme objectifs du mouvement la restauration économique rapide avec priorité à l'infrastructure et à l'habitat ; la réconciliation nationale rapide bannissant toute discrimination ethnique ou régionale et un travail intense de tous les enfants du pays pour la promotion dans l'harmonie du bien-être social rapide au profit de tous.

QUANT AU SOUTIEN POPULAIRE

Il devait se manifester dès l'annonce du coup de force. Son rôle consiste à donner la couverture psychologique à l'action militaire et à écarter toute résistance éventuelle des éléments militaires, paramilitaires ou civils. Ce soutien devait prendre la forme de mouvement de masse dans les rues, les places publiques, la formation de Comités de vigilance et des appels à la population en mettant l'accent sur la liberté retrouvée et la réconciliation nationale.

ENFIN, S'AGISSANT DU SOUTIEN EXTERIEUR,

Il devrait prendre la forme d'une intervention militaire aérienne et navale pour appuyer l'insurrection intérieure.

Elle devait venir du Sénégal et de la Côte d'Ivoire sous forme de démonstration de force respectant les objectifs du mouvement en particulier celui de ne pas verser le sang pour faciliter et hâter la réconciliation nationale.

C'est de ce plan à long terme que j'étais en train de discuter avec Dramé.

Pour la mise sur pied de la partie concernant l'action militaire intérieure, j'ai contacté d'abord le *Lieutenant Alasane Diallo* pour lui demander de tenter d'utiliser le Camp SAMORY comme terrain d'expérience pour préparer l'action. *Alasane* ayant échoué et disant ne rien pouvoir faire, j'ai tenté de rallier le capitaine Kouyaté à la faveur de sa disgrâce l'éloignant de Conakry.

C'est avec Dramé que j'ai discuté de la préparation de l'appui populaire en faveur du Mouvement militaire. Compte tenu de sa délicatesse et de son importance, cette phase devait être sérieusement mûrie et préparée avant d'être lancée sous peine de catastrophe immédiate.

Quant à l'appui extérieur, il devait être discuté à l'occasion de mes sorties à l'étranger pour chercher des anten-

nes sûres et efficaces. Malheureusement, faute de sortie, je n'ai eu aucune possibilité d'action dans ce domaine.

La liaison organique entre ces trois secteurs d'intervention était constituée par Dramé et par moi en attendant la mise sur pied d'un Etat-Major avec structure moyens d'action et attributions définies.

SORT RESERVE AU GOUVERNEMENT ET AUX CADRES RESPONSABLES DU PARTI-ETAT :

Conformément à l'objectif fondamental de réconciliation nationale, poursuivi par le mouvement décidé à tout faire pour éviter que le sang ne coule, seuls les membres du Comité Central et du gouvernement seraient systématiquement arrêtés et internés. Les autres responsables ne seraient neutralisés que s'ils refusaient d'obéir aux ordres des nouvelles autorités.

Tous les responsables arrêtés ne seraient maintenus en détention que pour la période minimum requise pour la normalisation de la situation du pays et la prise de dispositions pratiques destinées à éviter que leur libération ne perturbe l'Ordre public et la sécurité.

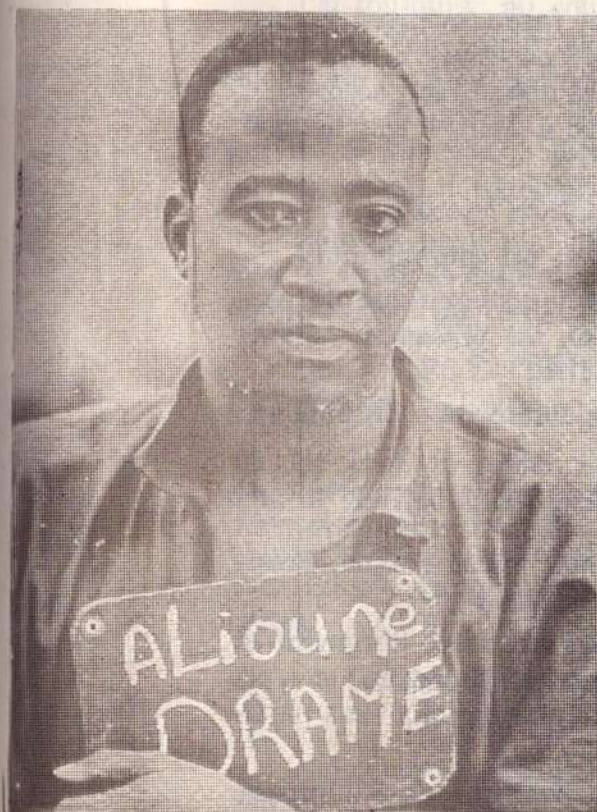
COMPOSITION DU FUTUR GOUVERNEMENT :

Je reconnais avoir fauté par ambition, par inexpérience et par une connaissance imparfaite du P.D.G., de sa vigilance et de la solidité de son système de sécurité.

Au-delà de moi j'ai entraîné dans le gouffre de nombreux cadres qui, sans moi, seraient restés fidèles à la Révolution.

Je présente de sincères excuses au Peuple de Guinée, à son Parti-Etat et à son Guide. Je sollicite la clémence du Responsable Suprême de la Révolution pour me permettre de me racheter par mon travail et mon dévouement et me permettre enfin de payer une partie de mes dettes au Peuple de Guinée.

TELLY DIALLO



Déposition de
ALIOUNE DRAME
Ex-Ministre du Plan

Je reconnais que j'étais un membre intérieur du front en Guinée. J'ai été recruté par Telli Diallo dans ce mouvement en 1975, trois ans après son retour en Guinée. C'est au domicile du Docteur Alpha Oumar Barry que nous nous rencontrions. Un jour, au cours d'un de nos entretiens, Telli Diallo m'a demandé de le joindre dans ce mouvement, parce que je suis son ami. Parlant de mon attachement au Président Sékou Touré, il m'a dit que de toutes les manières, lui, étant mon ami, que je le veuille ou non, je serais considéré comme un membre de son mouvement politique.

Au début, j'ai répondu à Telli que je n'ai aucune raison de trahir. C'est en ce moment qu'il m'a dit de ne pas oublier que tout le monde sait que je suis un ami à lui depuis de longue date, et que ce fait seul suffit pour me mobiliser à être avec lui. Alors, je lui dis qu'en créant un mouvement, il risque de courir sa perte, parce que moi, je connais la force et la vigueur du P.D.G., que seul le Président Sékou Touré peut diriger.

Une autre fois, toujours au domicile de Alpha Oumar Barry, Telli m'a dit que tout ce que je lui ai dit de bien sur le régime guinéen avant son retour et après, ne correspondait pas à la réalité.

Il m'a dit à la fin, que de toute façon, même si je continue à lui donner des arguments contraires, il m'inscrit d'office. A ce point de vue, je lui ai donné mon accord.

Après avoir donné mon accord à Telli, il m'a assigné les tâches ci-après :

- 1° — Contacter des cadres du Parti à tous les niveaux,
- 2° — Recueillir des opinions et lui communiquer.

Telli se livrait au dénigrement systématique de certaines décisions de notre régime en ma présence, notamment :

1° — Les Ministres n'ont pas d'autorité suffisante sur leurs départements ;

2° — Le Chef de l'Etat peut recevoir n'importe quel cadre d'un département sans que le Ministre du cadre n'en sache quoi que ce soit, en particulier le cas Fofana, Président du Tribunal supérieur de cassation ;

3° — Les affaires ne sont pas discutées librement et à fond en Conseil des ministres par les Ministres ; et c'est pourquoi, il se taisait souvent et il me reprochait ma participation à son gré trop abondante.

4° — En tant qu'Inspecteur politique de Kouroussa, au cours d'un échange de vues à la suite d'inspection dans les Fédérations, il m'a dit qu'il est convaincu de l'échec certain des B.M.P. et B.A.P. de la Région Administrative de Kouroussa. Il a précisé que les populations accordaient trop peu d'attention aux brigades qu'elles ne considèrent pas comme leur propre problème. Il pense que la situation doit être de même dans la plupart des régions ;

5° — Les routes en général et celles de Kouroussa à Kankan en particulier, sont dans un état impraticable. véritablement impensable, ce qui rendra difficile sinon impossible l'évacuation des produits ;

6° — Lors de la 36^e session du Conseil National de la Révolution, Telli Diallo m'a déclaré dans la salle même que la partie du rapport touchant l'enseignement des langues nationales en 7^{ème} année est la partie la plus mauvaise du programme. Il a ajouté que les élèves en question, n'ont pas suivi ces langues auparavant.

Il a souligné l'impossibilité de la mise en oeuvre des réformes décidées avant la prochaine rentrée des classes, surtout quant au financement et à la réalisation de l'infrastructure. Telli m'a dit qu'il a constaté à l'occasion des soutenances de mémoires que les étudiants de l'I.P.G.A.N. sont très faibles.

J'ai toujours, au cours de chacune de ces critiques acerbes de Telli contre le régime, donné la réponse en essayant de lui démontrer à chaque fois qu'il est entrain de commettre de graves erreurs ou même des fautes politiques graves. Je l'ai mis en garde contre la tenue de tels propos publiquement, notamment dans les milieux qu'il fréquente.

Dans ce cas, je n'ai pas pris de contact, mais je lui fournissais certaines informations dans les domaines de l'économie rurale, du commerce, des transports etc...

COMPLICES INTERIEURS DONT TELLI M'A CITE LES NOMS :

Le chef du réseau intérieur est Telli Diallo, compte tenu de ses relations à l'extérieur.

Le sabotage consistait à dénigrer les décisions du Parti, pour fausser l'application par manque d'informations correctes.

ACTES DE SABOTAGE COMMIS DEPUIS MON RECRUTEMENT

J'ai commis des actes de sabotage dans les secteurs suivants :

1° — Retard dans l'étude des dossiers techniques du Plan ;

2. — Retard dans le financement de certains dossiers ;

3° — Retard dans le dégagement des crédits pour le Domaine de la promotion rurale, notamment le financement des Brigades mécanisées de production (BMP) et Brigades attelées de production (BAP).

4° — Retard dans l'exécution de certaines tâches prescrites par les conférences économiques et financières du Parti, telles que l'inspection urgente prescrite pour certaines unités économiques et certaines actions du Plan : usine de N'Zérékoré, vérification de la construction du bloc des professeurs de Donka réalisé par les T.P., etc... etc...

Les pays qui aident notre mouvement sont :

— La France

— L'Allemagne Fédérale

— Les Etats-Unis

— Le Sénégal

— La Côte d'Ivoire

LA NATURE DE L'AIDE FOURNIE

Cette aide est fournie sous forme de matériel technique, militaire et sous forme d'argent.

Notre mouvement avait pour objectif, le renversement du régime en place, en vue de l'instauration d'un nouveau régime.

Les moyens prévus pour le renversement du régime guinéen sont les suivants :

- a) — Par coup d'Etat militaire
- b) — Par soulèvement populaire
- c) — Par invasion extérieure

Parmi ces trois moyens, c'est l'invasion extérieure qui est retenue, à cause de l'aide des pays étrangers. En principe, c'est le mois de juillet ou août 1976 qui avait été arrêté et qui m'a été communiqué par Telli.

L'agression ou invasion extérieure devait s'opérer de deux côtés :

Du côté de la frontière du Sénégal avec les forces armées sénégalaises et les mercenaires qui attaqueront les régions de Koundara, Gaoual et Mali.

Du côté de la frontière de la Côte d'Ivoire, dans les régions de Kankan, Beyla, Lola, N'Zérékoré, qui attaqueront la Haute Guinée et la région forestière.

Il s'agit de ces armées entraînées, financées depuis longtemps par les deux fantoches Senghor et Houphouët Boigny, avec les forces néo-colonialistes.

Ces deux armées d'invasion devaient occuper le pays progressivement et se rejoindre après pour attaquer la Basse-Guinée et la capitale Conakry.

L'invasion est envisagée pendant la saison de pluie (juillet et août 1976).

Et si aujourd'hui, je me trouve ici, c'est uniquement par les agissements de Telly Diallo, qui m'entraîne, sans que je ne le sache, là où je suis.

AMBITION PERSONNELLE

Mon ambition personnelle était de devenir Ministre dans le secteur économique et financier.

COMPOSITION DU NOUVEAU GOUVERNEMENT

Conakry, le 8 Août 1976

Alioune DRAME

SUITE DE LA DEPOSITION DE ALIOUNE DRAME

« J'ai été recruté par **Baba Kourouma** dans le réseau français en 1969. Un jour à mon domicile, au cours d'un entretien amical, il m'a dit que je pouvais lui faire confiance étant donné que nous étions des promotionnaires d'école.

Je lui ai demandé ce qu'il attendait de moi. Il m'a dit qu'il savait que je suis un homme peureux et qu'il s'agit d'une affaire secrète dont il ne peut pas me donner tous les détails immédiatement. Après plusieurs visites à mon domicile où chaque fois, il abordait des problèmes politiques, Baba Kourouma dénigrait systématiquement le régime, notamment :

- Difficultés économiques
- Retard dans la production des produits vivriers
- Places insuffisantes offertes aux cadres dans la direction des affaires de l'Etat.
- L'éparpillement du pouvoir entre les organisations de masses, Syndicats, Jeunesse, Femmes et organisation du Parti.

Tantôt je partageais son point de vue sur certains problèmes, tantôt je rejetais d'autres. Mais à force de discuter, il est arrivé à me convaincre. C'est ainsi qu'au fil du temps, il m'a fait partager son point de vue. C'est alors qu'il m'a informé qu'il y a un mouvement subversif organisé contre le régime guinéen et il m'a demandé de participer à ce mouvement auquel appartiennent déjà plusieurs cadres politiques et administratifs guinéens. Il m'a cité comme exemple, les noms ci-après :

- Dr. Accar Roger
- Dr. Conté Seydou
- Dr. Keita Ousmane
- Dr. Alpha Taran
- Bah Thierno Ibrahima
- Barry Mody Oury etc...

En plus de ces noms, Baba Kourouma m'a dit qu'il y avait beaucoup de gouverneurs, de ministres et des membres des bureaux fédéraux dans ce coup. J'ai alors donné mon accord et il a promis de me donner des informations plus précises au fur et à mesure de l'évolution du mouvement.

Comme avantage, Baba Kourouma m'a dit qu'en cas de réussite, j'occuperais une place importante dans le Gou-

vernement qui serait installé. Sur la nécessité d'un changement, il m'a dit que le pays se développerait par l'adoption d'un régime d'économie libérale et capitaliste.

Mon recruteur Baba Kourouma m'a dit que si j'adhérais au mouvement visant à renverser le régime en place, j'aurais un appointement mensuel de 5 000 dollars qui seraient virés à un compte ouvert à mon nom au Crédit Lyonnais à Paris. Le numéro de ce compte devait m'être communiqué par la suite.

Comme avance en liquidité, j'ai perçu 50.000 dollars. Avec cette somme j'ai acheté des véhicules et construit des maisons.

Baba Kourouma m'a dit que mon rôle consistait à recueillir et à lui communiquer toutes les informations à caractère économique et financier pouvant lui être utiles. Et que lui, il s'occupait du secteur de la santé et des affaires sociales.

Dans ce cadre, je lui ai fourni beaucoup d'informations, notamment dans le secteur commercial, dans le transport et dans le développement rural. J'ai également donné des informations sur le secteur industriel.

PREPARATION DE L'AGRESSION

L'agression a été préparée par la coordination entre les différents réseaux intérieurs en liaison avec le réseau extérieur appuyés par les pays qui soutenaient les différents réseaux, à savoir l'Allemagne fédérale, la France, les Etats-Unis, le Sénégal et la Côte d'Ivoire.

INTRODUCTION D'ARMES ET MUNITIONS

Les armes et munitions ont été introduites en Guinée par le réseau extérieur. Du côté de la frontière du Sénégal par Koundara, Gaoual, Mali, Guinée-Bissão. Du côté de la Côte d'Ivoire par Kankan, Beyla et N'Zérékoré.

Deux mois avant l'agression, j'ai été informé par Baba Kourouma de l'introduction d'un lot important d'armes. Les coordinateurs chargés de la réception des armes étaient:

a) — **Au niveau de Conakry** : Barry III, Magassouba Moriba, Baldé Ousmane.

b) — **Au niveau de la Moyenne Guinée** : Thiam Abdoulaye, Fofana Sékou, Tounkara Tibou.

c) — **Au niveau de la Haute-Guinée** : Barry Sory, Samba Safé, Kaba Laye.....

En septembre, **Baba Kourouma** m'a informé que l'agression aura lieu en novembre 1970 sans aucune date précise. Il m'a dit que le jour venu, je devais occuper le secteur de l'Information en vue de guider les agresseurs. Seulement, je ne me suis pas exécuté.

Depuis l'agression de 1970, je n'ai entrepris aucune action subversive contre le régime guinéen, sauf en 1975 quand j'ai été recruté par **Telli Diallo** . . .

Depuis ma dénonciation en 1971 qui m'a beaucoup secoué, j'ai pris l'engagement de tout mettre en œuvre pour avoir et mériter la confiance du Responsable Suprême de la Révolution. Mais malheureusement, j'ai commis la grave erreur de ne pas dénoncer les machinations dans lesquelles **Telli Diallo** m'a entraîné, attitude qui s'explique par ma longue amitié qui nous liait.

De par mon origine ethnique (Sarakolé de Mamou) j'ai été dès le début de ma carrière politique en 1955, soutenu par le Chef de l'Etat ; mais malgré tout j'ai suivi **Telli** dans la contre-révolution.

Je demande au Responsable Suprême de la Révolution de me pardonner ces fautes commises et prends l'engagement que s'il me tirait encore de cette situation grave, je consacrerai le reste de ma vie à travailler pour mon pays auprès de lui et sous sa direction.

Actuellement, l'impression générale qui se dégage par des faits et des propos tenus dans ces milieux racistes, est que le Fouta n'est pas suffisamment représenté aux différents échelons du Pouvoir.

C'est dire donc que tous les complots qui sévissent sont motivés moins par la nature du régime que par des considérations ethniques et raciales.

Conakry, le 9 août 1976

ALIOUNE DRAME

Motions de confiance et de fidélité au chef de l'Etat

Face à la récente tentative d'assassinat du Père de la Nation, tentative dont l'échec a abouti à la découverte d'un autre contingent d'éléments de la 5e colonne et de mercenaires infiltrés dans le pays, notre Peuple demande chaque jour justice et exprime sa haine contre ceux qui ont osé porter atteinte à la Révolution ! Dans cette colère il bannit la passivité et exige l'épuration du Parti-Etat et de ses organismes.

Dans les bureaux comme dans les chantiers ; dans les assemblées hebdomadaires comme dans les meetings populaires, le Peuple gronde de colère et veut en finir avec la réaction intérieure et extérieure. C'est ce que traduisent ces messages et motions de confiance et de fidélité qui parviennent à la Direction nationale à l'adresse du chef de l'Etat. Ces messages et motions sont très nombreux et divers !

Nous publions ci-dessous quelques unes de ces motions.

De l'Etat-Major Spécial de la Gendarmerie Nationale

Vu le décret n° 264/PRG du 19 Juillet 1976 portant réorganisation de l'Etat-Major particulier de la Gendarmerie Nationale, nous, membres dudit Etat-Major auxquels vous avez bien voulu placer votre confiance, sommes réunis les 27 et 31 juillet pour une première prise de contact afin d'examiner les problèmes pressants de l'heure. A l'issue de cette prise de contact, nous ne saurions rester sans manifester notre grande joie à l'endroit de votre personne ; et à travers cette même joie réaffirmer notre indéfectible attachement à notre Parti-Etat pour la confiance que vous venez de nous renouveler et à travers nous, à toute la Gendarmerie Nationale.

Par la même occasion, nous vous remercions très

vivement, vous, Secrétaire Général du PDG, Responsable Suprême de la Révolution, Commandant en Chef des Forces Armées Populaires et Révolutionnaires que nous nommons le Stratège Président **Ahmèd Seku Ture** Guide éclairé de la Révolution Africaine.

Face à la situation actuelle, nous condamnons l'acte ignominieux de l'impérialisme agonisant et ses complices dont le tombeau reste grand ouvert en terre de Guinée.

A vos côtés, nous membres de l'Etat-Major et les militants en uniforme de la Gendarmerie Nationale prenons l'engagement solennel de lutter jusqu'à l'ultime sacrifice, pour défendre notre chère Révolution et ses acquis.

Par ailleurs la Loi-Fria a été appliquée en plantant chacun un arbre fruitier dans notre verger sis au Km 24 le 31 juillet 1976 dans l'après-midi sous la conduite du chef de l'Etat-Major et de notre Comité d'Unité militaire.

Camarade Responsable Suprême de la Révolution, nous profitons aussi de l'occasion pour vous souhaiter camarade Commandant en Chef des Forces Armées Populaires et Révolutionnaires de Guinée, Père de la Nation, premier Gendarme guinéen longue vie et santé de fer.

La Révolution ou la mort

Nous vaincrons !

Toujours prêts pour la Révolution !

Conakry, le 1er Août 1976

De la 1ère Zone militaire de Kindia

Les militants en uniforme de la première zone militaire de Kindia.

— Considérant la conjoncture internationale actuellement caractérisée par les contradictions aiguës entre l'impérialisme moribond et les Peuples en lutte pour la liberté, la dignité et la responsabilité ;

— Considérant le rôle d'avant-garde de la Révolution guinéenne en Afrique et dans le monde face à l'agressivité de la création capitaliste, monopoliste et néo-colonialiste ;

— Considérant que le régime populaire et révolutionnaire guinéen entend de manière imperturbable poursuivre sa mission historique de libération et d'épanouissement des Peuples opprimés ;

— Considérant le complot permanent ourdi contre le vaillant Peuple de Guinée depuis sa courageuse prise de position lors du référendum du 28 septembre 1958 pour l'exercice plein et entier de sa responsabilité face à son destin ;

— Considérant qu'à partir du 2 octobre 1958, le soldat guinéen considéré et traité sous le régime colonial comme vil mercenaire, est devenu depuis cette date citoyen libre et responsable d'une Nation souveraine qui s'appelle la Guinée et qu'à ce titre le militant en uniforme participe effectivement à l'œuvre de reconstruction nationale ;

— Considérant les nouvelles et aventureuses tentatives d'assassinat des cadres de notre Parti-Etat et de réédition de l'agression du 22 novembre 1970, avec la complicité active des fantoches africains Houphouët et Senghor s'appuyant sur les traîtres guinéens agents serviles de la 5ème colonne ;

— Considérant que toutes ces folles aventures ont pour objectif de substituer au régime démocratique et populaire de Guinée un régime néo-colonialiste au service de l'impérialisme exploiteur et oppresseur ;

— Considérant les privilèges dont a bénéficié l'ex-commandant de notre zone militaire le traître Lamine Kouyaté qui, par la confiance et la sollicitude toute particulière du Responsable Suprême de la Révolution, a été promu au grade de Capitaine et occupé successivement les hautes fonctions d'officier d'ordonnance du Président de la République, et Commandant de la 1ère zone militaire du M.D.R. de Kindia ;

— Nous militants en uniforme de la 1ère zone militaire de Kindia ;

— Exprimons notre indignation la plus profonde quant à l'acte de haute trahison dont s'est rendu coupable le triste individu le traître Lamine Kouyaté ex-Capitaine.

— Flétrissons cet acte ignominieux, indigne d'un officier de notre vaillante

armée guinéenne.

— Exigeons qu'il soit condamné à la peine capitale et passé aux armes dans le Camp Kémé Bouréma de Kindia.

— Condamnons les menées subversives et criminelles de l'impérialisme international, de ses instruments serviles les fantoches Houphouët et Senghor.

— Pour que l'épuration soit effective à tous les niveaux au sein du Parti-Etat.

Prenons l'engagement solennel de redoubler de vigilance, de dépister, démasquer et mettre hors d'état de nuire tout ennemi camouflé dans nos rangs en général, et singulièrement dans celui de notre armée populaire et révolutionnaire.

— Demandons au Commandant en Chef des Forces Armées Populaires et Révolutionnaires de Guinée d'autoriser son intrépide Armée à passer à l'offensive et porter la guerre dans le camp ennemi, particulièrement dans les pays africains abritant les camps d'entraînement des mercenaires contre le grand Peuple du 28 Septembre et du 22 Novembre.

— Réaffirmons notre serment de fidélité et notre attachement indéfectible au Peuple de Guinée, à son Parti-Etat, à sa Révolution et singulièrement au Commandant en Chef des Forces Armées Populaires et Révolutionnaires de Guinée le Grand Stratège Président **Ahmèd Seku Ture**.

Nous vaincrons !

Prêt pour la Révolution !

15 = 21 août 1976 = 39

'De la Conférence économique du MDR de Kindia

La Conférence économique du Ministère du Développement Rural de Kindia tenue les 25 et 26 juillet 1976 sous la présidence du camarade Kouramodou Doumbouya, Membre du Comité Central du Parti-Etat de Guinée et Ministre du Développement Rural de Kindia :

— Considérant les décisions et recommandations de la 36e session du Conseil National de la Révolution tenue à Conakry du 12 au 16 juillet 1976 ;

— Considérant les succès encourageants déjà enregistrés par la Révolution verte et la légitime ambition du Peuple de Guinée de se surpasser dans la production et la productivité ;

— Considérant la conjoncture politique internationale et africaine essentiellement dominée par la lutte à outrance entre les Peuples de notre continent et les derniers bastions colonialistes et racistes en Afrique Australe ;

— Considérant le comportement indigne des fantoches Houphouët et Senghor lesquels ne cessent d'agir contre les intérêts supérieurs de l'Afrique en collaborant ouvertement avec les ennemis de la libération et de l'épanouissement de nos

Peuples ;

— Considérant les dernières manifestations du complot Permanent de l'impérialisme et de sa vile 5e colonne visant à la suppression physique des cadres du régime populaire et révolutionnaire de Guinée :

LA CONFERENCE :

— Acclame et fait siennes les résolutions et recommandations de la 36e Session du CNR. Elle s'engage à poursuivre activement la réalisation du programme agropastoral élaboré par notre Parti-Etat.

— Félicite la Direction nationale du Parti-Etat de Guinée dans sa politique de soutien actif aux mouvements de libération nationale en lutte contre les régimes en Afrique australe.

— Flétrit le comportement provocateur et agressif de l'impérialisme et de ses valets africains Houphouët et Senghor lesquels entretiennent des foyers de tension à nos frontières en recrutant, en entraînant et en finançant des bandes de mercenaires, véritables chiens de chasse du néo-colonialisme.

— La Conférence du MDR de Kindia enregistre avec satisfaction les dispositifs de sécurité intérieurs et extérieurs déjà en place pour prévenir tout acte de sub-

version ou d'agression.

— Affirme que la Révolution Démocratique Africaine a atteint le point de non retour en Guinée et en Afrique révolutionnaire et que, par conséquent, l'impérialisme perd son temps en croyant renverser cette situation par des assassinats politiques, massifs ou individuels.

— Assure la Direction nationale du Parti-Etat de Guinée, et singulièrement notre Leader bien-aimé, le Stratège Ahmèd Seku Ture, du soutien indéfectible de l'ensemble des militants révolutionnaires des quatre Fédérations constituant le MDR de Kindia.

— Souhaite longue vie et santé de fer au Responsable Suprême de la Révolution, le camarade Président Ahmèd Seku Ture, digne fils de l'Afrique combattante, Révolutionnaire intrépide, terreur de l'impérialisme international.

A Bas l'impérialisme !

A Bas le sionisme et l'apartheid !

Honte aux fantoches Houphouët et Senghor !

Vive la Révolution !

Prête pour la Révolution !

La Conférence

De la famille Sy Savané à Kindia

Nous avons suivi avec une profonde indignation l'horrible déposition du traître Souleymane Sy Savané Ex-Inspecteur des services d'Etat à la Présidence de la République.

Notre indignation est d'autant plus grande que nul n'ignore la lutte combien exaltante que vous avez menée depuis 1947 pour libérer notre Peuple de l'exploitation étrangère et réhabiliter nos pères dont le Waliou de Gomba arrière grand-père de celui qui s'inscrit aujourd'hui, à la honte de sa famille sur la liste des rénégats agents de la 5e colonne.

Dire que nous avons approuvé avec fierté la déclaration qu'il a faite au lendemain du 22 Novembre 1970 sur ceux-là mêmes dont il devient le servile instrument !

Nous condamnons cet acte ignominieux qui déshonore sa famille et qui de surcroît n'a aucune justification, eu égard à la confiance et à l'estime toute particulière dont il a toujours joui auprès de votre auguste personne.

Le traître n'a de parent et ami que le traître.

Honte et mort à ceux qui trahissent leur Peuple.

Nous saisissons cette occasion pour renouveler notre attachement aux principes sacrés du PARTI-ETAT de Guinée que vous dirigez avec compétence et abnégation.

PRET POUR LA REVOLUTION !

Kankan

Célébration de l'An VIII de la R. C. Socialiste

Kankan, berceau de la Révolution Culturelle Socialiste, a fêté dimanche 1er août 1976 dans l'allégresse le 8e anniversaire de ce grand mouvement.

Malgré une pluie diluvienne, les responsables et militants de la Fédération n'ont pas manqué de prendre d'assaut l'imposante salle des fêtes de la permanence fédérale où s'est tenu un meeting populaire présidé par le camarade Abdoulaye Diawo Baldé, membre du Comité Central et ministre du Développement

Rural.

Ce fut pour le camarade Tidiani Sano, gouverneur de Kankan de faire le compte-rendu détaillé des décisions et recommandations de la 36e session du Conseil National de la Révolution. Il s'est, au nom du Bureau fédéral appesanti sur les problèmes de l'éducation et de la culture, problèmes centraux et fondamentaux qu'il a dûment élargis à la grande Révolution Culturelle Socialiste déclenchée sur les bords du Milo ici à Kankan le 2 Août 1968. Ensuite, le ca-

marade Tidiani Sano a sensibilisé responsables et militants de Kankan autour de l'assainissement, de la nécessité du commencement de ce développement à la base pour aboutir au sommet, en un mot, au caractère brûlant de la révolutionnarisation de la campagne guinéenne.

Journée de réflexion sur l'amplification de la lutte de classes, le meeting a pris fin par une grande marche révolutionnaire.

COMMUNIQUES DU C. C.

I — POINT DE LA SITUATION DES BRIGADES DANS LES MDR ET EXAMEN DU FONCTIONNEMENT DES COTRA

Le Comité Central et le Gouvernement se sont réunis en session commune le lundi 9 août de 10 h. à 15 h et le mardi 10 août de 10 h. à 14 h sous la haute présidence du Secrétaire Général du Parti-Etat de Guinée, Responsable Suprême de la Révolution, le camarade Président Ahmèd Seku Ture.

L'ordre du Jour comportait trois points :

1^o — Compte rendu des 7 Ministres du Développement Rural sur le fonctionnement et la situation des Brigades de Production (BMP et BAP), et sur le fonctionnement et le bilan des COTRA (Compagnie de transport autonome) de leurs ressorts respectifs.

2^o — Répartition des marchandises disponibles et attendues dans les prochains jours.

3^o — Divers.

L'examen des différents rapports sur les brigades a donné lieu à des débats fructueux au terme desquels les Ministères du Développement Rural ont été classés comme suit :

1er — Faranah avec 81% sur les normes

2è — Labé avec 71% sur les normes

3è — Kindia avec 62,82% sur les normes

4è — N'Zérékoré avec 54% sur les normes

5è — Kankan 52% sur les normes

6è — Conakry avec 51,14% sur les normes

7è — Boké avec 50% sur les normes

Le session espère qu'avec l'extension des superficies pour les tubercules (manioc, patates, taro), ces résultats seront en fin de compte largement dépassés par chaque MDR.

Les discussions sur le bilan des COTRA et sur la répartition des marchandises disponibles et attendues dans les prochains jours, ont débouché sur la constitution d'une commission qui a été chargée notamment de déterminer pour chaque COTRA le montant du fonds d'Etat, le montant de

l'amortissement, le niveau de rentabilité, etc.. La commission devra procéder à la répartition la plus équitable possible des différentes marchandises. Elle comprend :

- Les sept M.D.R
- Le Ministère du Commerce Intérieur
- Le Ministère des Transports
- Le Directeur national des COTRA
- Le Directeur de SECOFI, et
- Le Directeur de COFICOM.

La session a ensuite arrêté la nouvelle procédure qui régira désormais les rapports financiers entre le Plan, la Banque IMPORTEX et les différentes sociétés sectorielles (Coordinations financières), quant à la gestion des crédits affectés aux différentes actions à long et moyen terme du Plan.

Après discussion et adoption des projets de décrets présentés par les différents départements ministériels, la séance a été suspendue à 14 heures.

Elle reprendra le jeudi 14 août à 10 heures.

PRET POUR LA REVOLUTION !

II — ANALYSE DE LA SITUATION GENERALE DE COTRA ET REPARTITION DES MARCHANDISES

Le Comité Central et le gouvernement se sont réunis en session commune le jeudi 12 août de 10 h à 13 h. 30 et le vendredi 13 août de 11 h à 14 h 30, sous la haute présidence du Secrétaire Général du Parti-Etat de Guinée, Responsable Suprême de la Révolution, le camarade Président Ahmèd Seku Ture.

L'ordre du jour comportait :

1^o — Rapport de la commission chargée de l'examen de la situation générale des COTRA au 15 juillet 1976, et de la répartition des marchandises.

2^o — Divers.

L'examen du rapport de la commission a donné lieu à des débats approfondis qui ont permis en définitive le classement des COTRA comme suit, sur la base du critère de la rentabilité du fonds d'Etat :

1^o — COTRA spéciale

2^o — COTRA MDR de Labé

3^o — COTRA MDR de N'Zérékoré

- 4^o — COTRA MDR de Faranah
- 5^o — COTRA MDR de Kindia
- 6^o — COTRA MDR de Kankan
- 7^o — COTRA MDR de Boké
- 8^o — COTRA MDR de Conakry

Une commission a été constituée pour la réévaluation des véhicules que Obétail, Fruitex et Entrat ont eu à céder aux MDR. Elle comprend les représentants des services suivants :

- La quatrième Division d'inspection du ministère du Contrôle d'Etat chargé des entreprises des transports
- Transmat
- Le service de coordination des COTRA
- Le service de Contrôle auto
- Le Garage du gouvernement
- Les COTRA de Conakry, Boké, Kindia et Labé
- Obétail, Fruitex et Entrat.

Après que la session ait déterminé le montant de l'amortissement dû par chaque COTRA au Plan, le rapport de la commission a été adopté.

Toujours dans le même ordre d'idées, la session a décidé d'ériger la COTRA spéciale, première au classement général, en COTRA nationale. A cet effet, la COTRA spéciale sera renforcée de 175 unités (camions SAVIEM) qui sont immédiatement disponibles au port. La COTRA nationale va s'atteler dans les prochains jours, prioritairement, au transport vers l'intérieur, des marchandises qui engorgent actuellement les magasins du port et ceux des sociétés nationales.

Il est prévu que quelques unités de la COTRA nationale seront affectées jusqu'à la fin de l'hivernage au transport public, à l'usage surtout des travailleurs de la capitale.

Dans l'examen des questions diverses, la session a décidé du transfert des installations du service TUC du port de Conakry au Km. 17 avant le 31 Août 1976 au plus tard.

La séance a été levée à 14 h 30. La prochaine session est prévue pour le lundi 16 août 1976 à partir de 10 h.

Prêt pour la Révolution !

LE COMITE CENTRAL

RENDRE EFFICACE LE SECTEUR DES TRANSPORTS

Une mise au point du chef de l'Etat à propos de la réorganisation de COTRA

Au cours du mois dernier, le Président **Ahmèd Seku Ture** Responsable Suprême de la Révolution, Chef de l'Etat, a tenu une réunion de travail avec les ministres des M.D.R., les directeurs des Entreprises et Sociétés nationales.

Lors de cette réunion il a fait une mise au point touchant les défauts d'organisation et de contrôle en vue de rendre plus efficace le secteur des transports.

Voici le texte de la mise au point en question:

DEFAUTS D'OGANISATION RATIONNELLE, DEFAUTS DE CONTROLE SYSTEMATIQUE.

Camarades,

Nous avons décidé de convoquer cette réunion ce matin pour étudier avec vous, le fonctionnement des COTRA et les méthodes d'organisation du Secteur des transports.

Il semble que l'acheminement complet des marchandises ayant fait l'objet des commandes spéciales, qui revêtait un caractère de priorité absolue face aux besoins pressants du Peuple, ne soit pas encore réalisé, puisqu'une bonne partie des dotations de certaines Régions se trouve encore stockée à Conakry.

La situation exacte actuelle est que les dotations régionales en marchandises sont encore en souffrance dans les locaux des Sociétés et Entreprises nationales, malgré la constitution des compagnies de transport routier (COTRA) au niveau de chaque Ministère de développement rural.

Les COTRA ont été créées en fonction d'objectifs précis en vue d'atteindre le niveau d'efficacité prescrit dans l'exécution de la mission confiée à ce secteur des transports. Devant les carences, les insuffisances constatées, nous devons alors prendre les décisions nouvelles qui

s'imposent. Si nous ne prenons pas dès maintenant les dispositions de redressement nécessaires, nous risquons de nous retrouver avec une situation plus catastrophique dans l'exécution des décisions déjà arrêtées. Les camions peuvent faire normalement 2 à 3 rotations par semaine. C'est seulement pour la zone forestière, à cause de la distance, qu'un camion fait une seule rotation par semaine. Mais retenons une rotation et demie par semaine au niveau national, ce qui nous donnerait 78 rotations. Cela nous amènerait à assurer le transport de $2.500 \text{ t} \times 78 = 19.000$ tonnes de marchandises. Donc avec une bonne organisation, nous pourrions assurer le transport de 195 000 tonnes. Même si l'on n'assurait que le transport de 156 000 tonnes au lieu de 195 000, nous aurions encore 25% en moins, c'est-à-dire qu'au lieu d'une rotation et demie, ce serait une rotation et un quart. Ainsi, nous pourrions, en 6 mois assurer l'évacuation totale des marchandises stockées à Conakry. *La confiance que nous avons voulu rigoureuse, totale en direction du Commerce d'Etat n'a malheureusement pas réalisé notre espoir du fait de notre méthode de travail.* Et ici, il est peut-être mieux de faire une critique générale de la situation, en vue d'un travail plus rationnel. Un homme qui se respecte doit réaliser concrètement ce qu'il annonce. Si l'intention du Parti est, sans conteste, très juste et louable, l'action n'a pas cependant présenté l'efficacité désirable.

Il y a eu certes une distorsion entre la conception et la réalisation. Il avait été préconisé des méthodes révolutionnaires, conséquentes, pour rendre réalisable l'exécution des tâches relatives à la répartition et à l'évacuation des marchandises vers les P.R.L.

chandises vers les Pouvoirs Révolutionnaires Locaux (PRJ)

AU NIVEAU DU COMMERCE EXTERIEUR

Au niveau du Commerce Extérieur

Les commandes ont subi un étalement dans le temps qui dépassait largement le délai annoncé au Peuple. Donc, il manquait des modalités rationnelles d'exécution.

La Commission Nationale de répartition des marchandises avait reçu, et à temps, toutes les recommandations relatives à la méthode qui convenait, à savoir procéder à la répartition juste et équitable des marchandises avant même que les bateaux ne soient en rade à Conakry ; ce qui aurait permis aux entreprises et sociétés nationales de connaître la destination des différentes fractions de lots attendus et de prendre en conséquence les dispositions pour as-

surer le ravitaillement de chaque région. Mais faute d'organisation rationnelle dans la rotation des véhicules, le *contrôle systématique et permanent de la part du secteur transports a manqué au niveau des chauffeurs.* Le hasard semble avoir ainsi prévalu dans l'évacuation rapide des marchandises.

MODIFIER LES STRUCTURES FONCTIONNELLES

Voilà brièvement analysée la situation. Nous devons la dépasser et la résorber totalement en nous mettant à jour, si nous voulons réellement et sincèrement consolider les bases du commerce d'Etat.

Pour cela, nous pensons qu'une commission doit :

1^o — nous indiquer les quantités et le poids si possible des stocks de marchandises encore disponibles au niveau de chaque société et entreprise nationale et des stocks attendus dans les 3 mois.

2^o — Procéder immédiatement à la répartition de ces stocks entre les régions.

3^o — Modifier les méthodes d'organisation des transports.

Pour ce faire, nous analyserons les bilans provisoires des COTRA afin d'affecter les véhicules où il le faut. Nous devons étudier la réalité pour chaque cas, pour absolument améliorer la méthode d'évacuation des marchandises.

Exemple : L'Entreprise Nationale Sonatex nous déclare qu'elle dispose de 3 millions de mètres de tissus. Nous allons répartir ces 3 millions de mètres de tissus entre les 33 régions. Cette semaine par exemple, tout le stock de tissu sera envoyé par les 375 camions COTRA dans les différentes Régions. Ainsi, en une semaine, nous aurons épuisé tout le stock de Sonatex. La deuxième semaine sera le tour du ciment, ainsi en une semaine, nous inondons toutes les régions de ciment. La troisième semaine, il s'agira de transporter les produits de Droguerie, etc. Il ne faut plus qu'un véhicule transporte à la fois plusieurs sortes de marchandises. *Il faut donc modifier la structure fonctionnelle des COTRA.* Nous devons chaque fois étudier les démarches par lesquelles nous devons conduire le pays vers un avenir meilleur. Les COTRA ont pour rôle d'assurer le transport des marchandises vers les Régions et l'évacuation des produits vers Conakry. Or les dispositions relatives sont souvent violées. Par exemple, nous avons interdit aux COTRA de prendre des passagers, ce qui réduirait le nombre d'accidents que nous déplorons aujourd'hui.

Nous devons sauver l'honneur de la Révolution, en mettant fin aux fractionnements très fréquents dans la livraison des marchandises aux Régions, et aux P.R.L. Nous devons envoyer aux régions, en un minimum de temps, toutes les dotations qui leur sont destinées. Les camions doivent quitter ensemble, en convoi par exemple, à destination de la Forêt. Ils s'arrêteront au fur et à mesure à Guékédou, Macenta, Beyla. Un arrivage de 350 tonnes de marchandises reçues à la fois par une région, frappe l'imagination.

Nous avons examiné le tableau du personnel utilisé par les COTRA et nous avons décelé ce que la Révolution a déjà condamné comme étant une mauvaise méthode de gestion des biens publics : *la gabegie*. Ce tableau indique 479 agents pour les 7 Ministères de Développement Rural. Nous avons donc été amené à demander à ce secteur la suppression d'un certain nombre de postes jugés non indispensables. Par ailleurs, nous avons déjà suggéré de catégoriser les garages. Il y a lieu de créer :

- un garage «Mercedes»,
- un garage pour les véhicules soviétiques
- un garage pour les véhicules japonais
- un garage pour les véhicules français
- un garage pour les véhicules divers.

Il faut aussi que SOGUIREP soit incorporée à ENIPRA. Tous les camions immobilisés dans les M.D.R. doivent être immédiatement transférés à ENIPRA pour réparation. *Il faut aussi définitivement mettre fin à toute aliénation fantaisiste des biens du Peuple.* Nous demandons également à la Commission d'étudier, en plus de cette tâche, le problème qui est la cause du grand retard imposé aux véhicules à Conakry. En effet, ces véhicules perdent trop de temps à Conakry avant de reprendre le chemin de retour vers les Régions. Pour ce faire, il faut regrouper tous les services intéressés, afin qu'un chauffeur n'ait pas à perdre du temps pour obtenir telle et telle signatures. Et cela est possible quand le camion ne transporte qu'une seule nature de marchandise. *Les administrations commerciales doivent donc se regrouper de manière que les chauffeurs de COTRA puissent trouver en un seul endroit les différents fonctionnaires chargés des formalités d'évacuation des marchandises.*

rêt pour la Révolution.

Une déclaration du camarade Hoang Van Tien, vice-ministre des A.E. de la Rép. Socialiste du Vietnam

Porteur d'un message du Président Ton Duc Thang au Président Ahmèd Seku Ture, le Vice ministre des Affaires étrangères de la République Socialiste du Viet-Nam, Hoang Van Tien a séjourné dans notre pays du 15 au 21 juillet dernier.

Avant de quitter Conakry, le camarade Hoang Van Tien a fait la déclaration qui suit :

Dans le but de renforcer l'amitié existant entre les deux pays et d'exprimer les remerciements sincères du Peuple et du gouvernement de la République Socialiste du Viet Nam et du Parti des Travailleurs du Viet-Nam au Peuple et au gouvernement guinéens et au Parti Démocratique de Guinée, nous avons visité la République de Guinée du 15 au 21 juillet 1976.

Pendant notre séjour en République de Guinée, nous avons eu le grand honneur de transmettre un message du Président TON DUC THANG au Président Ahmed Seku Ture qui nous a reçus cordialement. Nous avons eu le grand privilège d'être invités à assister à la séance de clôture de la session du Conseil National de la Révolution de la République de Guinée. Nous avons rendu visite au Premier ministre Dr. Lansana Béavogui, au ministre des Affaires extérieures Fily Cissoko, au ministre de l'armée popu-

laire Alap Na, et à d'autres dirigeants du Parti Démocratique et du gouvernement de Guinée pour échanger des vues sur le renforcement des relations entre les deux pays et sur des questions d'intérêt commun. Nos contacts avec les dirigeants de la Guinée se sont déroulés dans un climat cordial et amical. Nous avons visité la région de Kindia et d'autres lieux et avons vu de nos propres yeux les réalisations enregistrées par le Peuple guinéen dans tous les domaines de l'édification du pays. Partout nous avons été reçus cordialement comme des membres de la même famille par nos amis Guinéens. Notre visite en République de Guinée a été un plein succès.

Avant de quitter la terre guinéenne belle, riche et hospitalière, je tiens à exprimer encore une fois toute notre estime pour le Président Ahmed Seku Ture, le Responsable Suprême du Peuple guinéen, le grand ami du Peuple vietnamien.

Je remercie de tout cœur les dirigeants et nos amis guinéens de nous avoir aidés chaleureusement et d'avoir créé toutes les facilités pour nous permettre de mener à bien notre mission dans la visite d'amitié en République de Guinée.

Je souhaite au Peuple guinéen frère bonheur et prospérité.

L'inauguration de la Cité de Solidarité



« Nous devons tout faire pour que les frères malheureux connaissent le bonheur »

Déclare le chef de l'Etat

Le Responsable Suprême de la Révolution, le camarade Ahmèd Seku Ture a inauguré dimanche 18 juillet la Cité de Solidarité où seront désormais hébergés les infirmes et handicapés sociaux.

Sise dans le PRL Ratoma-Konimodou (Section du VIII^e Arrondissement de la Fédération de Conakry II), cette cité a été entièrement financée par le chef de l'Etat ; tandis que les travaux de construction étaient confiés aux militants de la Fédération du ressort.

La cérémonie était solennelle et enregistrait la présence des membres du Comité Central et du gouvernement, des autorités de l'ensemble de nos Régions administratives venues à Conakry pour participer à la 36^e session du CNR.

Voici, ci-dessous à l'intention de nos lecteurs le texte intégral du discours du Père de la Nation, suivi de l'allocution du camarade Nouhou Cissé, à l'époque Secrétaire fédéral de Conakry II.



Camarades,

Au nom du Comité Central et du gouvernement, Au nom de l'ensemble des membres du Conseil National de la Révolution ici présents, nous adressons à la Fédération de Conakry II, à ses Sections, à ses P.R.L. et particulièrement à ses militants, nos sincères félicitations pour le travail accompli ici.

La mission qui vous a été confiée par le Parti a été magnifiquement accomplie.

La vérité exprimée par la parole est une demi-vérité. La vérité exprimée par l'acte, la vérité résultant du travail bien accompli est la vérité complète. La pratique est plus vraie que la théorie. L'action est supérieure à l'intention qu'elle a charge de concrétiser.

Le Parti a formulé une intention en faveur de nos frères déshérités, mais ce n'était là qu'une demi-vérité. Grâce à vos efforts, grâce au travail réalisé par vous, vous avez concrétisé l'intention manifestée par le Parti. L'œuvre réalisée devient ainsi la vérité complète. Par elle, les infirmes, les frères handicapés se rendront compte qu'ils sont réellement l'objet d'une active sollicitude de la part du Parti Démocratique de Guinée.

Nous apprécions vivement la somme des efforts consentis par vous.

En effet, durant des mois, de nombreux responsables, et des militants de votre Fédération se sont mobilisés massivement pour apporter, dans un dévouement collectif, leur contribution à la construction de cette Cité de Solidarité.

Et cette Cité est bien votre œuvre. Nous tenons à remercier sincèrement et vivement tous ceux qui ont contribué à son édification. Les membres du C.N.R., ici présents, sont fiers de participer aujourd'hui à l'inauguration de la première Cité de Solidarité.

Ils sont plus heureux que s'il s'agissait de l'inauguration d'une résidence de Ministre, de Gouverneur ou d'un Palais présidentiel.

En effet, la résidence d'un Ministre ou d'un Gouverneur et le Palais du Chef de l'Etat ne sauraient symboliser que le bien-être de quelques individus.

TRAVAIL, JUSTICE, SOLIDARITE

La devise du Parti-Etat guinéen, c'est Travail-Justice-Solidarité.

Le progrès résulte du travail conscient. C'est le travail qui est à la base de tout progrès, en tout temps et en tout lieu.

Il y a plusieurs genres de travail :

Le travail de la pensée, le travail des organes des sens, le travail des membres.

Tout ce que l'homme fait est du travail, toute production résulte d'un travail accompli. Mais, quand la pensée fait son travail, il faut aussi que les membres de l'homme exécutent par leur travail la décision prise par l'homme.

Du reste, en dehors des actes, réflexes, et encore, des membres ou les organes de sens n'exécutent rien que la pensée n'ait déjà admis, qu'elle le fasse volontairement ou qu'elle agisse sous contrainte, l'homme n'est pas une simple mécanique. Et c'est pourquoi, au regard du travail, **l'humanité comprend trois catégories d'hommes :**

a) — La première catégorie est constituée d'individus égoïstes qui ne travaillent exclusivement que pour eux-mêmes. Ils se choisissent égoïstement contre la société.

Ainsi, le menteur travaille : le mensonge c'est bien du travail, mais c'est le travail pour soi.

Le vol est aussi bien du travail, mais du travail pour soi.

Le menteur et le voleur ne travaillent que pour eux-mêmes ; leur travail s'effectue au détriment de la Société, au détriment de ceux qui en sont victimes.

L'exploiteur travaille, il travaille à faire travailler les autres pour lui. Il pratique l'injustice, l'arbitraire et compromet l'équilibre de la Société, par la portée négative de son comportement.

Au sein de la première catégorie sociale, chacun travaille pour soi et considère la vie comme étant seulement un moyen de s'enrichir au détriment des autres. S'il arrive à cette catégorie de manifester une quelconque solidarité, il ne s'agit jamais que de la solidarité des égoïstes, une solidarité aux frontières et à la portée limitées à la dimension d'objectifs égoïstes.

Avant que la bouche ne prononce des phrases mensongères, avant que le bras ne prenne frauduleusement les biens d'autrui, l'esprit de l'homme aura déjà interprété l'acte et dicté à la bouche ou aux bras l'objet de leur travail.

La main ne choisit pas l'objet du travail, la bouche ne choisit pas l'objet du travail, c'est l'esprit de l'homme qui interprète les choses et fixe l'objet du travail qui sera aussi apprécié et mesuré par la conscience de l'homme.

b) — La deuxième catégorie sociale travaille, elle aussi. Elle travaille uniquement pour la société. Toutes les activités des hommes de cette catégorie découlent d'une pensée à dimension sociale, d'une conception du bonheur collectif. Ces hommes savent que leur naissance a dépendu d'autres hommes et que toutes les capacités qu'ils ont pu acquérir, c'est grâce à la société à laquelle ils doivent tout.

Ils choisissent donc le Peuple, convaincus qu'ils sont de n'être rien sans le Peuple. Ces hommes voient dans la vie un **moyen** d'entraide mutuelle et d'échanges continus au sein de la société.

Ils ont conscience des dettes contractées par eux auprès de la société et sont décidés à les payer. Tout le temps, leur esprit est à la recherche des meilleurs moyens pour s'acquitter des dettes sociales. Dans leurs actes quotidiens, ils concrétisent cette volonté de payer leurs dettes en se rendant utiles à la société et en contribuant concrètement.

tement et activement à son progrès.

Cette catégorie sociale règle son comportement selon des principes de justice et d'utilité sociales. Elle reste soumise à la contrainte de la conscience et au sens positif interprété par l'esprit du juste, du vrai et du beau.

Qu'est-ce qui les différencie donc essentiellement des hommes de la première catégorie ?

C'est d'abord leur attitude vis-à-vis de la société. Ils se considèrent comme les serviteurs de la société, alors que les hommes de la première catégorie se considèrent quant à eux, comme les profiteurs de la société. Ainsi, pendant que les uns servent la société, les autres la desservent et s'en servent. Ces deux catégories se distinguent aussi dans leurs conceptions de l'homme.

Les exploiters, voleurs, menteurs, oisifs considèrent que le bonheur ne doit exister que pour eux seuls et qu'ils doivent le construire en conséquence au détriment des autres.

Les travailleurs honnêtes, les militants révolutionnaires eux considèrent que le bonheur demeure l'aspiration commune et éternelle de tous les hommes. C'est pourquoi, ils doivent, chaque jour davantage, se mettre au service de la société pour la rendre plus heureuse.

c) — La troisième catégorie sociale est constituée d'hommes qui croient en une puissance régissant tout l'univers; cette catégorie a aussi choisi la société d'abord et a aussi une préoccupation de l'avenir et du devenir car, sa conception de l'existence humaine transcende le monde actuel. **Elle affirme « qu'il existe un Dieu », et un monde autre que le présent ;** elle ajoute « que le monde est très perfectionné, tellement perfectionné, que l'homme est aussi tellement perfectionné en tant que la machine la plus complexe, la mieux finie, pour que tout cela soit le fruit du simple hasard » et « qu'il faut donc préparer un autre monde, à partir du monde présent, l'espace et le temps étant infinis ».

Pour toute l'humanité, voilà les trois catégories sociales qui existent :

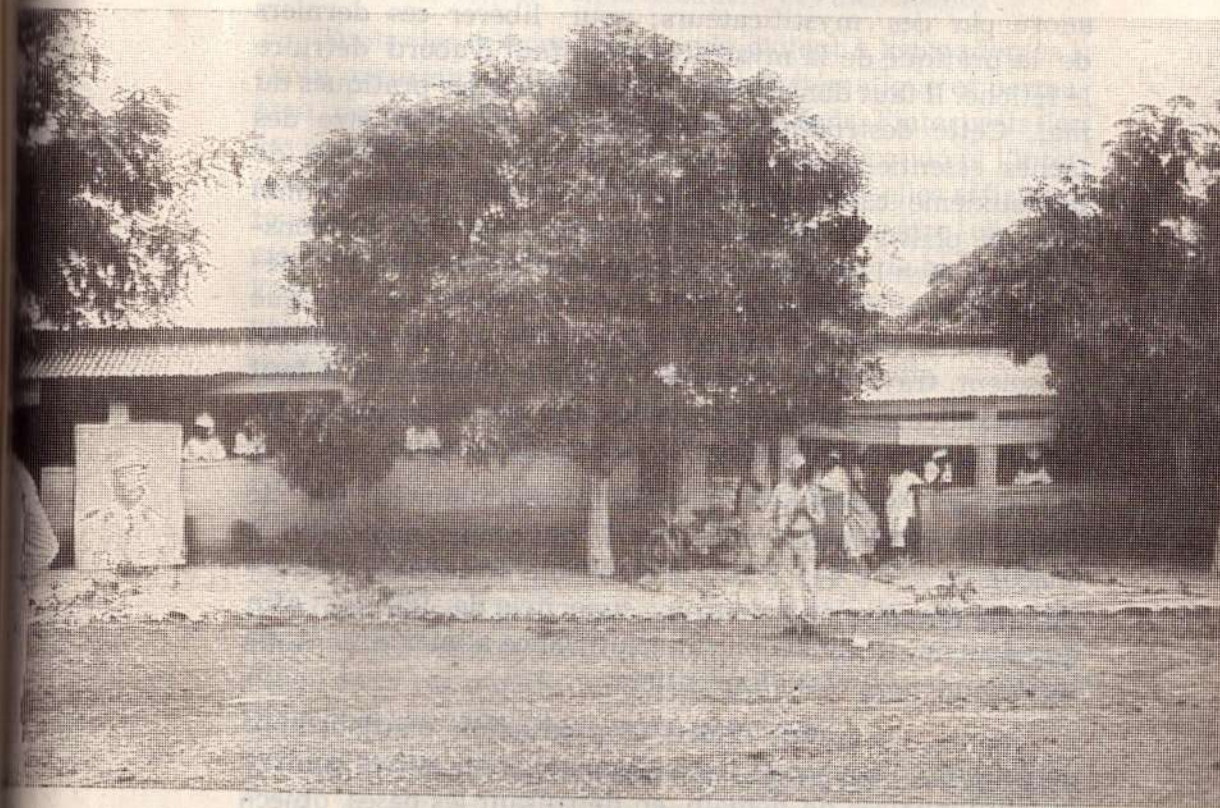
PREMIERE CATEGORIE SOCIALE

— La première catégorie représente le passé. Elle ne

connaît que ce qu'elle a vu hier. Elle ne se sert pas de ces gens pour continuer à voir autour de l'homme, ce qui lui demande d'être juste, d'être honnête, d'être laborieux. Elle a déjà renoncé à l'avenir. C'est une catégorie d'hommes nuisibles à la société. Il faut la combattre sans merci, car elle ne croit ni à Dieu, ni à la société; elle ne croit qu'à son existence individualiste, à son intérêt particulier, à son « Moi » isolé du « Nous » qui n'existe pas pour elle.

DEUXIEME CATEGORIE SOCIALE

— La deuxième catégorie sociale connaît le passé et interprète correctement le présent ; elle œuvre activement pour un avenir de bonheur collectif. Elle se soumet à la discipline du Peuple et contribue efficacement au combat du Peuple, en vue de progrès démocratique et social. Elle mène deux activités : détruire les causes du mal, construire les causes du bien, alors que la première catégorie sociale ne mène qu'une seule activité, celle de pérenniser le vieil ordre. La deuxième catégorie sociale s'appuie sur le passé



Une vue partielle des locaux de la Cité de Solidarité.

pour construire l'avenir sur des bases meilleures, progressistes. Partout, cette catégorie sociale adopte résolument une attitude de combat, combat de destruction de « cheytane », des causes du mal, des pratiques de l'injustice, combat de construction des bases et des moyens du progrès démocratique et social. Chaque fois que l'Homme veut agir, il est contradictoirement sollicité dans deux directions; le mal l'attire d'un côté, et le bien de l'autre.

Ainsi, choisir le mal ou le bien, c'est aussi rejeter le bien ou le mal. Ainsi, construire le bien, c'est détruire le mal, et construire le mal c'est aussi détruire le bien.

Une action menée volontairement inclut une action rejetée, ce qui aboutit en fait à l'unité des contraires, à l'association du choix et du rejet dans leur objet particulier et de nature obligatoirement antagonique. Un individu qui porte atteinte à la tranquillité du village, qui manque de respect à tous les villageois, qui détruit les champs des villageois, incendie le village et les biens matériels des autres à tout moment, dès qu'on le tue, on a libéré le village, parce qu'on a supprimé la cause principale des malheurs des villageois. Il en est de même pour le fétiche adoré par des mystificateurs; pour libérer ces derniers de la pratique de la mystification, il faut d'abord détruire le fétiche. Il faut donc détruire les causes et les pratiques du mal. Cette destruction des causes du mal doit être des tâches essentielles du militant progressiste, de l'homme de la deuxième catégorie sociale. L'on ne détruit pas le mal pour le plaisir de détruire, on le détruit en vue de construire le bien. L'on construit aussi pour prévenir, pour détruire dans l'œuf le mal de demain. Si nous voulons que dans 20 ans, dans 50 ans, le Peuple guinéen soit un Peuple conscient, travailleur, honnête et utile à l'humanité, il faut dès maintenant éduquer sérieusement les jeunes du pays, former qualitativement les travailleurs de demain.

C'est l'abondance alimentaire ambitionnée par le Peuple guinéen pour l'année 1977, qui oblige, aujourd'hui, chacun de nos 2 441 P.R.L. à créer une brigade de production et à mettre en valeur une superficie de 120 ha, afin que demain, il n'y ait plus d'insuffisance alimentaire et de trafic sur les denrées alimentaires.

Ainsi, les grands efforts de production d'aujourd'hui détruisent à l'avance et les trafiquants et les autres contre-révolutionnaires de demain, en détruisant les bases objectives de leur action nocive.

Les hommes de la deuxième catégorie sont les révolutionnaires du monde. Ce sont eux qui ont détruit en eux l'individualisme et l'égoïsme. Ce sont eux qui ont une attitude de respect inconditionnel vis-à-vis du Peuple et ses biens, une conscience claire du devoir, source exclusive du droit de l'homme.

ET LA TROISIEME CATEGORIE ?

Elle provient obligatoirement de la deuxième catégorie. Ce sont eux qui se disent : Dieu existe. Comment ont-ils pu reconnaître qu'il existe Dieu, sinon par l'organisation parfaite de la vie humaine et de la vie sociale ? Ils ont d'abord accepté la société, ils ont une conscience de sa complexité infinie et de sa perfection pour attribuer les propriétés de l'homme et du Peuple à la toute puissance d'un créateur qu'ils ont nommé Dieu. Les hommes de cette catégorie sociale entendent rigoureusement respecter le Peuple et le servir constamment. Aucune religion n'a encore ordonné de tuer l'homme pour le simple plaisir de le tuer. Aucune n'a ordonné d'exploiter autrui, de dominer autrui, d'opprimer et d'oppresser autrui. Aucune n'a conseillé le mensonge, le vol, la débauche et l'alcoolisme.

Toutes les religions du monde dictent à leurs adeptes le choix nécessaire du bien et le rejet systématique et permanent du mal. Elles diffèrent bien sûr dans l'interprétation des choses. Les religions diffèrent par l'explication et l'interprétation de certaines lois universelles, mais elles affirment toutes que Dieu existe. Ainsi, on ne peut pas être un religieux sincère, authentique, sans avoir choisi le bien social. Etre un partisan du juste, du vrai, du bon est une nécessité pour prétendre appartenir à cette troisième catégorie sociale qui craint Dieu et désire mériter le paradis.

En résumé : La première catégorie groupe des hommes qui ont choisi le passé et nient le présent et l'avenir cette catégorie sociale a choisi exclusivement hier, exclusivement le passé et, dans leur comportement compromet le présent et le futur de la société humaine.

La deuxième catégorie a choisi, à la fois, hier et aujourd'hui et entend construire l'avenir, mais un avenir encore situé dans ce monde, un avenir qui sera une phase de l'existence humaine en cours, en processus.

La troisième catégorie a choisi aussi hier, et aujourd'hui, et entend construire l'avenir sur cette terre, et au delà de cet avenir, elle a choisi l'Au-delà qu'elle considère

avec conviction comme l'Avenir absolu.

Le révolutionnaire qui n'est ni musulman ni catholique dit, « je travaille sincèrement pour aujourd'hui, pour demain en vue de construire l'avenir collectif et le mien propre », alors que le révolutionnaire musulman ou catholique ajoute : « je travaille pour aujourd'hui, je travaille pour demain, mais au-delà de demain, il y a le monde futur. Dans le concept de « demain », il y perçoit un monde futur. L'on ne peut donc pas vraiment servir le monde futur, « l'avenir absolu », sans travailler conséquemment pour aujourd'hui, sans travailler utilement pour l'avenir relatif du pays », le devenir collectif de la société.

La troisième catégorie sociale constitue réellement une catégorie militante assimilée à la deuxième catégorie dont elle ne se distingue que dans l'interprétation de l'avenir.

En effet, une partie de cette catégorie sociale estime que l'avenir sera totalement vécu dans ce monde, alors que l'autre partie (les croyants) affirment qu'il existe un Dieu, Juge suprême, qui sanctionnera le bilan de l'existence de chaque homme par le « Paradis » ou par « l'Enfer ».

Les musulmans qui ne connaissent pas du tout la philosophie de leur religion pensent que le monde futur est séparé du monde présent et qu'on peut préparer le monde futur sans observer une attitude positive à l'égard du Peuple, sans participer positivement au combat du Peuple, sans rendre heureux le Peuple ou lui être utile. Ils croient pouvoir éviter le monde présent ; ce qui est le contraire de la philosophie de l'Islam.

Dieu dit à l'homme : « Je suis avec toi et tu me cherches ». Cela veut dire que pour voir Dieu, il faut voir la société, voir les hommes, il faut regarder autour de soi et en soi.

Il y a des hommes qui, pour implorer Dieu, lèvent les mains, regardent le ciel, croyant que Dieu est au ciel. Tu peux tendre la main et dire : « ah Dieu ! », en regardant la terre ; c'est encore Dieu que tu montrerais ; tu ne te serais pas trompé. Tu peux regarder la mer en disant « ah Dieu ! » C'est encore Dieu. Tu peux prendre ton petit enfant, en disant : « ah Dieu ! », c'est encore lui. Dieu est partout. Il faut que l'on comprenne donc l'essence de la religion. Certains, quand ils se représentent Dieu, ils lui donnent une forme donnée. C'est contraire à la religion. C'est là du fétichis-

me. Evidemment, quand tu as refusé de dire : « voilà la terre, c'est Dieu », « voilà le ciel, c'est Dieu », « voilà le soleil, c'est Dieu », « voilà mon frère, c'est Dieu », « voilà mes petits-enfants, c'est Dieu » ; « voilà mon prochain, c'est Dieu » ; « le Peuple, c'est Dieu » ; si tu refuses d'admettre qu'autour de toi existe Dieu, tu es obligé, dans ton imagination, de te représenter Dieu sous la forme d'un homme très grand, très beau ou très bien habillé. Tu es ainsi devenu un fétichiste. Même si tu es en train de prier dans une mosquée. Dès que tu te permets de donner une forme à Dieu, tu as cessé d'être musulman.

Quand tu vois ton prochain dans le malheur et qu'au lieu de le secourir, tu écoutes cheytane et lui obéis quand il te murmure à l'oreille : « ce n'est pas Dieu, dépasse-le, ne le salue pas », et même si le pauvre te salue, « ne réponds pas, tu es supérieur à lui », tu n'es plus dans la voie islamique telle que clairement définie par le Coran.

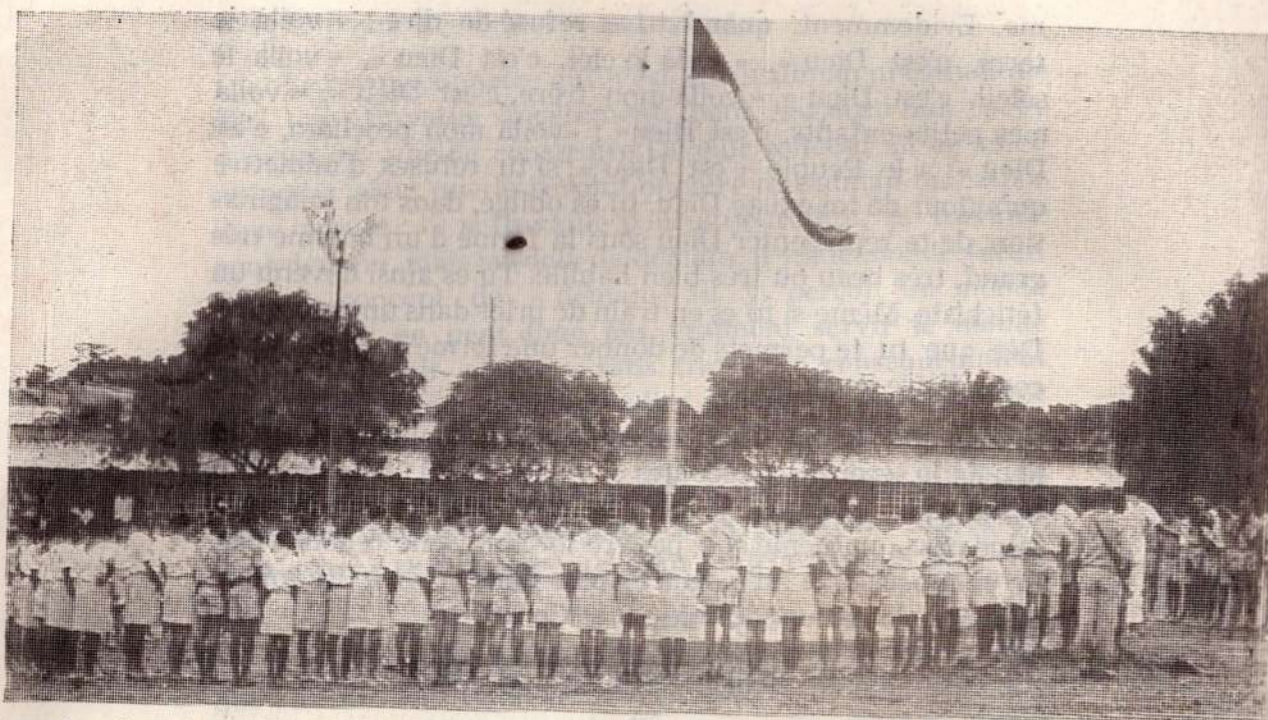
LE DEPASSEMENT DE SOI

C'est la foi qui fait la religion et c'est le dépassement de soi qui fait le véritable musulman.

Si en te promenant, tu rencontres une vieille femme malheureuse, tu dois te poser la question : « est-ce que demain ma fin ne sera pas identique à l'état de cette pauvre femme ? » Et te dire alors : « par l'anticipation c'est moi, cette pauvre femme ! ». Tu dois ajouter : « cette pauvre femme, ce n'est pas une personne, c'est Dieu qui s'est présenté à moi, pour m'éprouver ». Si tu rencontres un aveugle, tu dois également te dire : « Dieu, est-ce que demain, je ne serai pas aveugle comme lui ? » Cette vieille personne infirme, avec un boubou tout déchiré, et « si c'était mon grand père ou mon père, est-ce que je l'aurais méprisé » ? Car je n'ai pas choisi mon père avant de naître, ni ma mère ; leur choix n'a pas dépendu de ma volonté. Cet aveugle donc aurait pu être mon grand père ou mon père.

Ainsi, si l'on ne doit jamais oublier que toute la vie, l'homme doit payer à la société ses dettes. On reçoit des autres, il faut savoir donner aux autres. C'est cela la Révolution. C'est cela également la religion, l'une et l'autre exigeant de l'homme un comportement positif au regard de la société.

En bien ! La vie de l'homme comprend trois phases symbolisées par les trois étapes du temps : hier, aujourd'hui et demain.



Les pionniers de la Fédération attendant au pied du mât l'entrée du Chef de l'Etat.

— La première phase de l'existence humaine, est caractérisée par l'incapacité totale de l'homme. D'abord, l'homme ne choisit pas librement son père et sa mère. Il ne choisit pas non plus son village ni sa nation. Aussi, le jour de sa naissance, il ne peut pas se nourrir, se loger ni s'habiller ; il a nécessairement besoin de l'assistance des autres. **Cela, c'est l'incapacité de l'homme, c'est l'ignorance de l'homme.**

— La deuxième phase de la vie est caractérisée par la capacité de l'homme, capacité acquise grâce à la Société. Avant cette deuxième phase de son existence, l'homme aura bénéficié de l'entretien, de l'éducation, de la protection de la société. Et c'est pourquoi, alors il devra payer les dettes ainsi contractées ; il doit travailler pour être juste et utile à lui même et à autrui.

LE TRAVAIL, UN ACTE DE JUSTICE SOCIALE

La devise de l'Etat Guinéen commence par le mot Travail. **C'est le travail qui permet à l'homme de s'acquitter de ses dettes** et c'est encore le travail qui justifie son attitude de justice sociale, parce qu'il sait que c'est avec le produit de son travail que, d'une part, il satisfait à ses besoins propres et que, d'autre part, il paye ses dettes à l'égard de la

société. **Sans le travail, l'homme ne peut pas pratiquer la justice sociale, et la justice exige encore de l'homme qu'il pratique la solidarité.** En plus du paiement de la dette contractée auprès des autres, il faut qu'il **donne** encore sous forme de solidarité à ceux qui en ont besoin, il faut qu'il se rende utile à la société, par son apport au patrimoine collectif.

Pour matérialiser le concept de justice, imaginons trois personnes ; celle du milieu doit à la personne de sa gauche et travaille pour payer sa dette en rendant ce qu'elle a reçu de l'autre. Bien qu'elle ne doive rien à la personne, qui est à sa droite ; elle lui doit encore la dette de solidarité : elle doit aider la troisième personne de droite en lui **donnant** ce qui lui est utile. C'est cela la solidarité qui découle du concept de justice, appliqué dans les relations sociales.

Chaque homme doit tout à la société et pour laquelle, il peut un peu. **L'on a besoin d'un plus grand d'un plus petit que soi**, aucun homme n'étant ni parfait ni complet et total en dehors de la société.

Le Travail seul traduit la justice laquelle entraîne la solidarité. Quiconque ne pratique pas le travail et la justice, ne saurait être solidaire des joies et des malheurs d'autrui.

Hier et aujourd'hui étant la première et la deuxième phases du temps, la troisième phase c'est demain. Et c'est aujourd'hui que l'on prépare demain. Il faut donc travailler non seulement pour payer, aujourd'hui, les dettes d'hier, mais encore pour assumer demain le bien être de l'homme, le devenir heureux du Peuple. Il faut dès aujourd'hui, et par notre travail conscient et bien fait que nous nous acquittions de nos devoirs d'être social et que nous actualisions notre solidarité avec les générations de demain.

Il est aisé de comprendre que le choix de la devise de la Nation : « **Travail-Justice-Solidarité** » est le choix de « payer les dettes par l'action de chaque homme, au sein de la Nation ». Ainsi, il faut savoir respecter tout le temps le Peuple et vivre en son sein avec un taux d'utilité sociale dont l'accroissement constant est une exigence de la conscience, une **pratique de la vérité historique et de la raison sociale.** La somptuosité de la résidence ne fait pas la grandeur de l'homme. Le nombre et la beauté des habits ne font pas la grandeur de l'homme. Le degré d'instruction et la beauté de l'individu ne sauraient non plus faire sa grandeur. La grandeur de l'homme est définie par les rapports d'utilité et d'efficacité qu'il entretient, au sein du Peuple.

C'est le travail donc qui constitue la base de la grandeur

de l'homme : Le travail de l'esprit, le travail des sens et des membres de l'homme, le travail que l'on réalise pour le bonheur de tous. Or, très souvent, nous nous distinguons les uns des autres par le physique. L'on dira souvent « Oh ! il est beau, il est bien habillé, il est très instruit » ; « Oh ! il est très riche ». Rien de tout cela n'a de sens en dehors du travail positif ; car il y a le travail négatif et le travail positif. Le voleur intelligent, le menteur instruit et le bandit instruit et techniquement formé sont capables de nuire à la société plus que les voleurs, les menteurs et les bandits non instruits et non techniquement formés.

C'est pourquoi, la Révolution nous invite à juger les hommes, non pas exclusivement par ce qu'ils disent, mais plutôt par ce qu'ils font ; et puisque les catégories sociales se distinguent les unes des autres par l'interprétation que font de la vie leurs membres, l'on comprend l'importance de la formation idéologique, l'importance de l'esprit dans le comportement de l'homme.

C'est pourquoi aussi, nous devons soutenir les déshérités, les handicapés, les infirmes malheureux avec une partie de nos biens. Et nous devons, dans chaque P.R.L., étudier les conditions de vie des malheureux et résoudre les problèmes de leur existence pour que la solidarité se concrétise comme le veut la Révolution.

Nous devons tout faire pour que les frères malheureux connaissent le bonheur. Personne ne sait comment il finira. Et quand l'homme cherche une fin heureuse, il doit, dès maintenant porter secours à ceux qui sont malheureux. Et c'est pourquoi, nous préférons quant à nous, l'amitié des « Miskines » à celle des riches, nous préférons l'amitié, la confiance des tout jeunes à celle de leurs pères et grands pères.

Quand on choisit la société, on choisit d'abord les jeunes. Quand on choisit la société, on choisit aussi les malheureux, et parce qu'on veut rendre heureuse cette société, on doit, en conséquence, secourir ceux de ses membres qui sont dans la misère.

Cette solidarité, chacun en est capable. Que l'on demande chaque année à chaque fumeur de cigarettes en Guinée de donner seulement le prix d'un paquet de cigarettes aux infirmes ; la somme d'argent qui sera ainsi réunie suffirait à créer dans chaque Région administrative une Cité de Solidarité et à en assurer le fonctionnement convenable.

Hier, samedi soir, les dancings de Conakry étaient remplis de danseurs joyeux évoluant sur la piste malgré la pluie ; que ces danseurs et les nombreux clients des salles de cinéma accordent seulement à la Cité de solidarité le prix d'un billet d'entrée, ils contribueront à soulager les misères des frères déshérités, ils feront une œuvre utile, en aidant généreusement ceux qui ont besoin de leur solidarité.

Il faut que chaque PRL construise une Cité de solidarité pour abriter les infirmes du village. Que dans le village, l'on cultive un champ, le champ de la solidarité. Une seule journée de travail par habitant suffirait pour mettre ce champ en valeur.

Que dans chaque Arrondissement ou dans chaque Région, il y ait un établissement où tous les orphelins, les enfants abandonnés, pourraient recevoir l'aide de la société, en bénéficiant d'une éducation correcte et d'un entretien parfait. C'est cela la solidarité !

Nous ne devons plus abandonner à eux-mêmes nos frères et nos sœurs qui tendent la main tous les jours : « mandya ladyii », devant les cinémas et les mosquées. Nous pouvons créer des conditions de dignité pour ces frères et ces sœurs, privés de moyens d'existence. C'est la raison de la création de la Cité de Solidarité.

Ainsi, les P.R.L. de chaque Arrondissement de Conakry pourraient prendre des initiatives, organiser des manifestations artistiques, sportives et culturelles afin d'avoir les moyens d'agrandir cette Cité, et d'abriter tous les malheureux. Les malheureux y seront soignés et ceux qui recouvreront leur santé, quitteront la Cité et seront replacés dans la vie active. C'est pourquoi, on y a créé une infirmerie pour y assurer des soins médicaux. Nous avons vu que rien n'y manque. Tout a été bien prévu et nous allons leur aménager aussi une Mosquée pour qu'ils puissent y faire leurs prières. Les enfants pourront recevoir l'éducation, puisque l'école existe à leur intention. Des ateliers de formation professionnelle seront bientôt créés à l'intention de ceux qui pourront assurer des activités pratiques.

LA SOLIDARITE MILITANTE

A tous ceux, musulmans ou catholiques, qui auront des sacrifices à faire, des dons à offrir aux handicapés, nous disons que c'est dans l'anonymat qu'ils devront le faire. Dans l'anonymat, on viendra les donner généreusement aux frères et sœurs infirmes, à leur Cité dotée d'une direction chargée de gérer les biens accordés à cette collectivité so-

ciale digne de solidarité et de bonté.

Au retour chez vous, regardez dans votre armoire, vous y trouverez beaucoup d'habits que vous n'avez pas portés il y a des mois, ainsi que des chaussures, des bonnets, des ceintures, des chemises, des pantalons. Vous trouverez des habits dont vous n'avez plus besoin. Et le sacrifice que l'homme accorde à Dieu ne sert pas à habiller Dieu, ni à le nourrir, ni à le loger, c'est pour les hommes qui en ont un réel besoin.

La Cité, donc, appartient à toute la Société, et quand quelqu'un apporte sa contribution à la construction de la Cité de Solidarité, ou à la construction de la Mosquée, il doit totalement oublier la valeur de cette contribution. Que demain, personne, après avoir fait un don, ne s'avise de dire : « ah ! c'est moi qui ai donné telle somme d'argent », ou bien « ah ! c'est moi qui ai construit ce mur », ou alors « c'est moi qui ai donné ce lit », ou encore, « c'est moi qui ai donné cette peau de prière... » Tout don aux malheureux doit être un don total qu'on n'enregistre pas ; qu'on oublie définitivement, parce qu'il est total. Certains donnent de l'argent pour faire une Mosquée et s'en glorifient en disant « c'est la Mosquée de ma famille ou c'est la Mosquée de mon père, ou bien c'est ma Mosquée ». Ceux-là ne sont pas sincèrement musulmans. Ceux qui parlent ainsi ne sont pas des croyants sincères, des militants d'une cause suprême. Ceux-là portent le titre de musulmans, mais ils ne sont pas encore devenus musulmans.

En parlant du monde futur que vous ne voyez pas, vous dites : « nous allons construire notre édifice dans le monde que vous ne voyez pas et vous faites un bien à la société qui doit servir à édifier notre maison, dans le monde, futur que vous ne voyez pas, c'est comme si nous sortions de nos poches de l'argent et disions : « Dieu, nous vous donnons cet argent » et Dieu le prend nous ne le voyons plus. Est-ce que nous pouvons dire « cet argent-là, c'est pour nous ? » Non, puisque nous ne le voyons plus. C'est pourquoi, dès qu'on fait une contribution à la construction de la Mosquée, on doit l'oublier et personne ne doit dire : « cette Mosquée, c'est à moi ». Si vous acceptez le titre de propriétaire de la Mosquée ce n'est plus un sacrifice fait par vous.

La solidarité est un devoir révolutionnaire : On reçoit et par le travail on rend ce qu'on a reçu. On travaille encore pour donner aux autres, dans le cadre de la solidarité.

Voilà la devise de la Nation. Elle nous dicte l'accomplissement honnête du devoir révolutionnaire pendant



Après son discours inaugural, le Chef de l'Etat a invité l'ensemble des responsables à planter chacun un arbre fruitier dans l'enceinte de la Cité. Ci-contre, le Président Ahmed Seku Ture plantant un jeune manguiier greffé.

toute l'existence de l'individu.

Une fois de plus nous félicitons les militants et les responsables de la Fédération de Conakry-II.

Nous remercions les milliers de camarades dont les Imams des Mosquées qui ont bien voulu assister à l'inauguration de cette belle réalisation de Conakry-II.

Alors, tout ce que vous voulez donner à DIEU, venez le donner ici aux infirmes. Tout ce que vous voulez donner à la Révolution, venez le donner ici aux infirmes.

Cette réalisation ne restera pas unique. Chaque Fédération procédera à la construction d'une Cité de solidarité.

Le Comité Central du Parti-Etat nous a chargé également de mettre à la disposition du Bureau Fédéral de Conakry-II, des Comités directeurs et des P.R.L. de Conakry-II, une subvention de 2 millions de sylis pour la construction d'une Cité des orphelins.

Vive la Révolution, pour le triomphe du Travail, de la Justice et de la Solidarité en Guinée, en Afrique et dans le monde.

Prêt pour la Révolution !

Ahmed Seku Ture

ALLOCUTION DE BIENVENUE

DU BUREAU FEDERAL DE CONAKRY II

Camarade Responsable Suprême de la Révolution,

Au nom des 350 000 militants et militantes de la Fédération de CONAKRY II, nous vous affirmons qu'aujourd'hui plus qu'hier, notre Fédération est décidée à écraser tous les comploteurs encore camouflés dans les rangs du Parti-Etat et qui tentent tous les jours de souiller l'honneur de notre Fédération.

Camarade Président,

Notre émotion est grande, aujourd'hui. C'est pourquoi nous n'aurons que quelques mots à vous dire : la Fédération de CONAKRY II s'excuse très sincèrement du retard qu'elle a mis, pour réaliser le travail que vous lui aviez confié. Ce retard a été indépendant de notre volonté.

Nous disons que notre émotion est grande, parce que, quel que soit l'argument que nous pourrions avancer ici, il serait insuffisant pour justifier notre retard.

Et c'est pourquoi, puisque vous ne nous demandez que des actes et rien que des actes, le Bureau Fédéral, au nom de tous ses militants, a le vif plaisir de vous présenter la Cité de la Solidarité que vous avez entièrement financée et dont vous ne lui aviez confié que les seuls travaux de construction.

Nous pensons que la construction de la Cité de la Solidarité étant confiée à la Fédération de CONAKRY II, c'était un devoir minimum pour elle de la réaliser dans les meilleurs délais, parce que, comme nous l'avons dit, nous sommes les bénéficiaires directs de la Révolution, par le fait que



Le camarade Nouhou Cissé à l'époque Secrétaire fédéral de Conakry II

nous sommes à vos côtés, à CONAKRY.

Nous voulons tout simplement vous dire que les maisons que vous avez visitées, ont été construites entièrement par les militants de CONAKRY II. Et vous avez sans doute remarqué devant les chambres les Maires et leurs Présidentes. Nos responsables des P.R.L. parrainent chacune des chambres ils ont pris la ferme décision de s'occuper, en dehors de la construction, du soutien moral et de l'entretien de tous les infirmes qui pourraient être logés dans ces chambres.

Nous y veillerons, Camarade Responsable Suprême de la Révolution.

Camarades,

Des actes !

Réponse collective : Rien que des actes ! (3 fois)

Camarade Responsable Suprême de la Révolution,

Voici achevée la mission particulière que vous nous aviez confiée. Nous n'avons pas un long discours à vous faire. Merci Camarades.

Vive la Révolution !

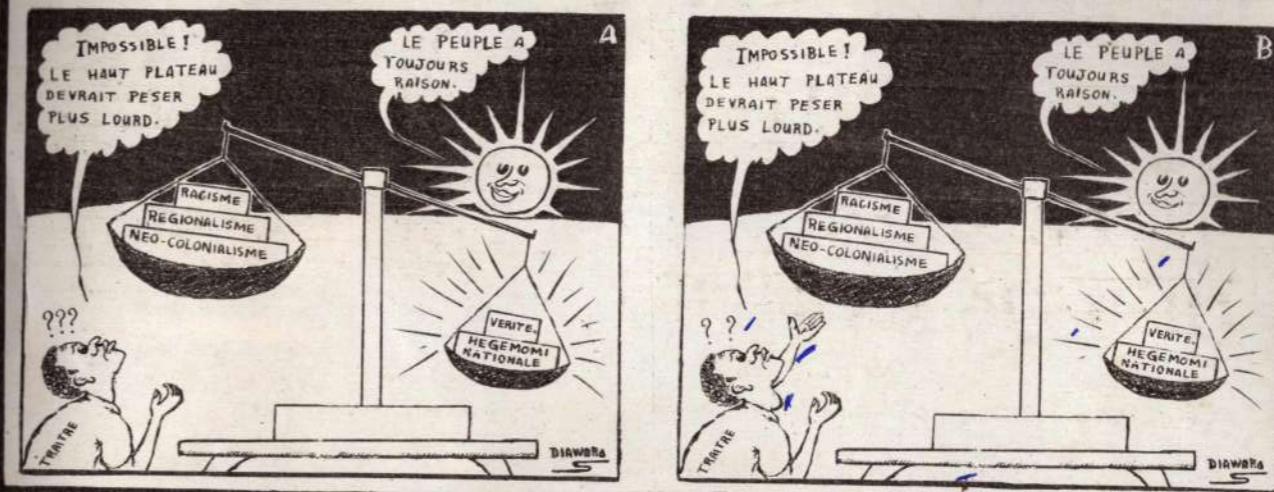
Vive le Président Ahmèd Seku Ture !

Prêt pour la Révolution !

LE JEU DES 7 ERREURS

DESSIN N° 85

SOLUTION PROCHAIN NUMERO



Solution

DU DESSIN N° 84
HOROYA N° 2234

1. - La corde gauche du fagot de bois n'a plus de nœud.
2. - La main gauche du brigadier a disparu.
2. - Le pilon a disparu.
4. - La porte de la case du milieu est abimée.
5. - Les racines de l'arbre à gauche sont plus courtes.
6. - Le bar de la manche de camisole de grand'mère est réduit.
7. - Grand'mère n'a plus de boucle d'oreille.

MOTS CROISES

PROBLEME N° 192
Proposé par
Alioune DRAME
1ère année Magistature
FSA de Donka Conakry



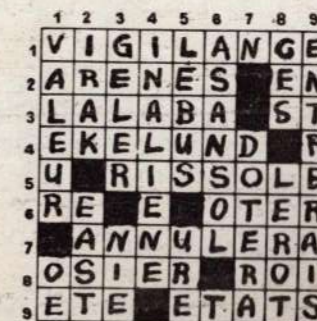
HORIZONTALEMENT

- 1 - Forme extérieure et régulière d'un culte
- 2 - De l'hiver
- 3 - Ville de la Haute-Egypte - phonétiquement c'est la femelle du sanglier.
- 4 - Choisir par élection - Contester
- 5 - Ouvriers et artistes y travaillent
- 5 - Ordre des cérémonies et des prières déterminé par l'autorité spirituelle.
- 7 - Quartier général renversé - Choisir à l'unanimité
- 8 - Marque l'étonnement - unité de mesure chez les anciens romains - Métal précieux
- 9 - Note de musique - Pronom - Mois de l'année Anglaise

VERTICALEMENT

- 1 - Grand combattant - Capitale d'un pays Révolutionnaire africain
- 2 - Provient de l'imagination
- 2 - Image
- 4 - Imprégné d'un enseignement
- 5 - Révolte au Kenya - Nom donnée par les indonésiens à la Nouvelle Guinée.
- 6 - Demi Olga - Souverain éthiopien
- 7 - Négation - Nom poétique de l'arc en ciel
- 8 - Indique qu'une chose est violée - voyelles
- 9 - Titre des descendants de Mahomet - Capitaine du Syli à Addis Abéba - 76

Solution du problème n° 191



Le temps de la démystification



est arrivé!

Et bientôt

l'Afrique dansera



HOROYA

P
D
G

N° 2236 --- Du 22 au 28 Août 1976 --- Prix : 25 Syllis

ORGANE CENTRAL DU PARTI-ETAT DE GUINEE



● *«Le P.R.L. répond à cette vérité révolutionnaire que le Peuple doit exercer l'ensemble des attributs de sa souveraineté»*

● *«Nous devons faire tarir à sec toutes les sources internes possibles de l'impérialisme»*

● *«Elever le niveau de compétence des cadres pour rendre leur action efficace au service du Peuple»*